

SEANCE PLENIERE
MARDI 14 JUILLET 1992

PLENAIRE VERGADERING
DINSDAG 14 JULI 1992

MATIN

OCHTEND

PRESIDENCE
DE
M. **NOTHOMB**

VOORZITTER :
De heer **NOTHOMB**

M. Y. Harmegnies, secrétaire, prend place au Bureau.

De heer Y. Harmegnies, secretaris, neemt plaats aan het Bureau.

La séance est ouverte à 10 heures.

De vergadering wordt geopend om 10 uur.

De **voorzitter** : De vergadering is geopend.
La séance est ouverte.

EXCUSES

BERICHTEN VAN VERHINDERING

Les membres / de leden

Beysen, Vergote, Bertouille, De Groot, Duquesne, obligations de mandat / ambtsplicht ;

Dupré, raisons de santé / gezondheidsredenen ;

Ramoudt, raisons familiales / familieaangelegenheden ;

Verwilghen, Denys, Standaert, Lebrun, à l'étranger / buitenlands ;

Berben, convenances personnelles / persoonlijke aangelegenheden ;

Decorte, empêché / verhinderd.

HERNEMING VAN EEN ZONDER GEVOLG GEBLEVEN STEMMING

REPRISE D'UN VOTE RESTE SANS SUITE

De **voorzitter** : Wij hernemen de zonder gevolg gebleven stemming over de motie van de heren Daems en De Decker om onze werkzaamheden te kunnen aanvatten.

Nous reprenons le vote resté sans suite sur la motion de MM. Daems et De Decker pour nous permettre d'entamer nos travaux.

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Monsieur Gol, puis-je vous faire observer que les douze personnes qui ont demandé l'appel nominatif ne sont pas toutes présentes.

M. **Gol** (PRL) : Le vote est déjà commencé, monsieur le président.

Le **président** : Oui, mais il n'est pas clôturé.

M. **Gol** (PRL) : Laissez-le ouvert, elles vont arriver.

De **voorzitter** : De heer Dewael heeft het woord.

De heer **Dewael**, voorzitter van de PVV-fractie : Mijnheer de voorzitter, op basis van het reglement kan u die twaalf personen vragen eerst te stemmen, wat u niet hebt gedaan.

De **voorzitter** : Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 1)

<i>Oui</i>	17	<i>Ja</i>
<i>Non</i>	90	<i>Nee</i>
<i>Abstentions</i>	3	<i>Onthoudingen</i>
<i>Total</i>	110	<i>Totaal</i>

En conséquence, la motion n'est pas approuvée.

Bijgevolg is de motie niet aangenomen.

De **voorzitter** : Redenen van onthouding ?
Motifs d'abstention ?

De heer Dewael heeft het woord.

De heer **Dewael** (PVV) : Mijnheer de voorzitter, ik heb mij onthouden

Dewael

omdat ik van deze gelegenheid gebruik wil maken om de fractieleiders Colla en Van Hecke enigszins terecht te wijzen, vermits zij gisteren lieten verstaan dat het de liberalen er alleen om te doen zou zijn het debat over Maastricht te rekken, zo mogelijk te verdagen. Dat is niet onze bedoeling. Onze positieve ingesteldheid ten aanzien van Maastricht zal zo dadelijk onder meer door mevrouw Neyts worden verwoord.

Ik heb van deze gelegenheid gebruik willen maken — wij zullen dat trouwens blijven doen — om de mentaliteit van de meerderheid aan de kaak te stellen. Ik kan begrijpen dat een meerderheid er af en toe niet kan in slagen haar troepen te mobiliseren. Ik stel echter vast dat dit de regel wordt en dat men er inderdaad niet in slaagt om in voldoende aantal aanwezig te zijn.

Als de Eerste minister dan toch een groot voorstander is van een nieuwe politieke cultuur, wat hij tijdens het investituurdebat heeft aangekondigd, dan zou hij er goed aan doen af en toe een dialoog aan te gaan met dit Parlement in plaats van ons alleen maar te blijven beschouwen als een gemakkelijke ratificatiemachine voor plannen die hij meestal op een andere plaats heeft uitgewerkt. Mijnheer de Eerste minister, ik stel u voor af en toe eens een dialoog met dit Parlement aan te gaan. Dit debat kan misschien een goede gelegenheid zijn om u wat meer in ons midden te vertonen.

De **voorzitter** : De heer Van Vaerenbergh heeft het woord.

De heer **Van Vaerenbergh** (VU) : Mijnheer de voorzitter, ik heb mij onthouden in afspraak met de heer Ansoms.

VERZOEK TOT URGENTIE

DEMANDE D'URGENCE

De **voorzitter** : De heer Colla heeft het woord voor een vraag tot dringende behandeling.

De heer **Colla**, voorzitter van de SP-fractie : Mijnheer de voorzitter, ik zou de urgentie willen vragen voor de behandeling van ontwerp nummer 539/1 inzake de wijziging van sommige bepalingen betreffende de rechtstoelstanden van het personeel van het actief kader van de rijks-wacht. Dat ontwerp werd ons overgezonden door de Senaat en zal, volgens de informatie waarover ik beschik, vandaag probleemloos worden behandeld in de Kamercommissie voor Binnenlandse Zaken. Indien de urgentie wordt aanvaard kan dit ontwerp nog deze week in plenaire vergadering worden behandeld.

De **voorzitter** : De heer Dewael heeft het woord.

De heer **Dewael** (PVV) : Mijnheer de voorzitter, ik heb geen bezwaren tegen de urgentie.

Le **président** : Chers collègues, je constate l'accord de l'assemblée sur la demande de M. Colla d'appliquer la procédure d'urgence au projet de loi modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel du cadre actif de la gendarmerie.

Lorsque les travaux de la commission seront terminés, nous fixerons la date de la discussion de ce projet de loi en séance plénière.

ORDRE DES TRAVAUX

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

Le **président** : Chers collègues, avant d'entamer la discussion sur le projet de loi ratifiant le Traité de Maastricht, je vous rappelle que le Comité d'avis chargé de questions européennes a examiné pendant six mois un rapport préparant la discussion du Traité de Maastricht en commission des Relations extérieures. Ce rapport a donné lieu à l'élabora-

tion d'un document et d'une proposition de résolution.

Je vous propose d'ajouter à notre ordre du jour les rapports faits au nom du Comité d'avis chargé de questions européennes, sur l'évaluation du traité sur l'Union européenne (n°460/1).

Pas d'objection ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

FAIT PERSONNEL

PERSOONLIJK FEIT

Le **président** : La parole est à M. le ministre Dehousse pour un fait personnel. Je vous rappelle que le temps de parole consacré à un fait personnel ne peut dépasser cinq minutes.

M. **Dehousse**, ministre de la Politique scientifique : Monsieur le président, cinq minutes me suffiront sans nul doute. Mon nom a été cité hier par M. Dewael qui est un homme honorable. Il a posé une question à laquelle je souhaite répondre.

J'ai exprimé, en effet, à un journaliste flamand, il y a plusieurs semaines déjà, mon sentiment sur l'inexistence juridique du Traité de Maastricht et je le confirme.

Monsieur le président, chers collègues, n'attendez pas que je vous fasse, en cinq minutes, un cours de droit international. Vous savez que le Traité de Maastricht constitue, en fait, un énorme amendement au Traité de Rome. Vous savez que cet énorme amendement prévoit, dans son dernier article, un accord unanime des douze signataires. Vous savez aussi que le Danemark n'est plus en état, à l'heure actuelle, d'apporter sa ratification. Ce n'est pas une invention. D'ailleurs, hier — à en croire le compte rendu — M. Dewael ne me donnait pas tort sur le plan juridique. Sur le plan politique, cela signifie-t-il que le Traité de Maastricht n'existe plus ? Non. Comme je l'ai dit dans ma déclaration à la presse, Maastricht est un

Dehousse

pas en avant, un pas imparfait certes, pour plusieurs raisons que je ne reprendrai pas ici, mais c'est un pas en avant. Il existe donc un esprit de Maestricht. Le gouvernement belge a souscrit à cette idée et le ministre des Affaires étrangères est chargé de poursuivre, dans le cadre des négociations avec nos autres partenaires, la recherche d'une solution. Etant partisan de cet esprit de Maestricht, je soutiens et je participe aux efforts menés par le ministre des Affaires étrangères ; il ne l'ignore pas.

En outre, depuis mes déclarations, et après celles-ci seulement, il existe un plan de convergence auquel j'adhère pleinement. Ce plan de convergence n'a pas été le produit du hasard. Il a été préparé et négocié par le gouvernement dans le cadre de la liberté dont nous disposons aujourd'hui. Ce n'est pas n'importe quel plan de convergence : c'est celui du gouvernement. Puisque j'y ai souscrit, je continue, bien entendu, à le défendre, ceci sans la moindre difficulté, mais je ne souscris bien entendu qu'à cela.

Le **président** : La parole est à M. Gol.

M. **Gol** (PRL) : Monsieur le président, je voudrais d'abord, si vous me le permettez, contester votre interprétation du règlement. M. Dehousse n'est pas un membre ordinaire de cette assemblée mais un membre du gouvernement. Ce n'est pas en tant que Jean-Maurice Dehousse, sur la base de faits qui pourraient être contraires à l'honneur ou qui pourraient constituer une imputation personnelle, qu'il a été mis en cause hier à cette tribune mais pour des déclarations qu'il a faites — et reconnues d'ailleurs — en tant que membre du gouvernement sur un sujet qui est à l'ordre du jour de la Chambre.

Par conséquent, la déclaration de M. Dehousse ne peut pas s'interpréter

comme un fait personnel et si elle l'est subjectivement dans son chef, objectivement il s'agit d'une déclaration d'un membre du gouvernement après laquelle tout membre de la Chambre a le droit de s'exprimer. Cela me paraît très clair sur le plan de la procédure. L'intervention de M. Dehousse revêt un grand intérêt et devrait pouvoir faire l'objet d'un débat dans cette Chambre avant que le débat ne s'ouvre réellement. Il est vrai que nous aurions pu travailler jusqu'au 15 ou jusqu'au 20 août ; reconnaissons dès lors que nous avons largement le temps de débattre du Traité de Maestricht, y compris des incidents auxquels son approbation peut donner lieu.

Sans vouloir faire, pas plus que M. Dehousse, un cours de droit international dont je ne me sens pas capable, à première vue, la réflexion de Jean-Maurice Dehousse, du ministre Dehousse, sur la loi d'approbation du Traité de Maestricht me paraît absolument pertinente. Je répète ce que j'ai déclaré hier après-midi, à savoir que peu m'importe, dans ce débat qui vient de s'ouvrir, l'opinion du ministre Dehousse au sujet du plan de convergence. Ce plan a été adopté par le gouvernement et s'il est important de savoir si tous les membres du gouvernement y souscrivent ou pas, telle n'est cependant pas la question pour l'instant. Il s'agit d'un autre débat mais il est important de le signaler.

(Interruption de M. le Premier ministre)

Monsieur le Premier ministre, je suppose que vous ne nous demandez pas seulement d'approuver le Traité de Maestricht pour, dans la même foulée, adopter le plan de convergence... sinon, monsieur le Premier ministre, faites attention à ce que vous dites !

M. **Dehaene**, Premier ministre : Je dis simplement que c'est sur ce point que vous m'avez interrogé hier.

M. **Gol** (PRL) : Nous vous avons interrogé sur la déclaration de M. Dehousse. Il est bien évident que si

la logique de votre interruption signifie que ceux qui vont voter la loi d'approbation du Traité de Maestricht approuvent d'un seul et même tenant le plan de convergence du gouvernement, tel n'est évidemment pas le cas.

M. Dehousse a raison lorsqu'il déclare que l'absence d'approbation du traité par le Danemark — je retiens ses propos — fait que le Traité de Maestricht, en tant qu'instrument juridique, sous la forme où il nous est présenté actuellement, n'existe plus qu'à titre de fait politique.

C'est bien ce que M. Dehousse vient de dire. Or le débat dans lequel nous sommes engagés, monsieur le président, mes chers collègues, porte sur la loi d'approbation d'un traité, donc d'un instrument juridique qui doit sortir des effets juridiques.

C'est tellement vrai que nous avons eu en commission de la Révision de la Constitution un débat — qui se poursuivra sans doute ici — sur le point de savoir si nous devons ou non réviser notre Constitution avant d'approuver le Traité de Maestricht.

L'intervention de M. Dehousse est évidemment capitale dans la mesure où elle montre que malgré le communiqué de presse d'hier du Premier ministre, le gouvernement n'est ni unanime ni soudé sur la question puisqu'il nous demande — et vos dénégations n'y feront rien — de voter une loi d'approbation de l'instrument juridique qu'est le Traité de Maestricht, avec toutes les conséquences juridiques qui en découlent, et alors même que M. Dehousse vient de dire qu'en réalité, ce qui nous est demandé est un vote d'intention politique, comme si nous votions sur une motion ou sur une résolution.

Evidemment, si l'on suit la logique de M. Dehousse, qui me paraît bonne en l'occurrence, on ne voit pas comment nous pourrions approuver un traité qui n'existe pas ou qui n'existe plus.

La loi qu'il nous est demandé de vo-

Gol

ter est une loi d'approbation d'un traité. Dès lors, ou bien le traité existe et la loi d'approbation a un sens, ou bien ce traité, en raison du refus danois, n'existe plus et la loi en question n'a aucune raison d'être. On sait déjà — ce que nous avons dit, d'ailleurs — que ce traité sera renégocié tôt ou tard ; dans ce cas, on nous fait perdre notre temps à voter un texte dont on sait pertinemment qu'il n'entrera pas en vigueur au plan international.

Demande d'ajournement

Vraag tot verdaging

M. Gol (PRL) : C'est précisément la logique de ce que vient d'expliquer M. Dehousse. Comme la Chambre ne me paraît pas être une sorte de congrès de parti ou de partis réunis où l'on vote des motions ou des résolutions politiques, je vous propose, monsieur le président, d'ajourner le débat actuel — nous savons en effet, grâce à M. Dehousse, que nous avons le temps pour cette approbation et cette ratification — jusqu'à ce que nous nous soyons nous-mêmes mis en règle avec notre propre Constitution pour le cas où, un jour, nous serions amenés à approuver un tel traité.

Il est impératif de respecter d'abord notre droit constitutionnel avant de se prononcer sur un texte qui, aux dires d'un membre du gouvernement, et non le moindre, n'est plus pour l'instant un traité international mais simplement une déclaration d'intention qui ne réunirait l'adhésion que de onze des douze signataires du Traité de Rome et qui, par conséquent, ne pourrait pas entrer en vigueur juridiquement, même si nous le votions.

Le président : Chers collègues, dans le cadre du règlement qu'il faut toujours respecter scrupuleusement, M. Dehousse a demandé la parole pour un fait personnel, il l'a obtenue. M. Gol, conformément au règlement, a

eu la parole lui aussi. Pour moi, cet incident est clos.

Je rappelle simplement à M. Gol, toujours à propos du règlement, — ce qui n'est pas le fond de l'affaire — qu'un membre par groupe politique peut obtenir la parole pendant dix minutes après la réplique d'un membre du gouvernement dans le cadre d'une discussion générale. Or nous ne sommes pas ici dans une discussion générale.

Dans d'autres cas, et sans préjudice de règles particulières — et c'en est une en l'occurrence, puisqu'il s'agit d'un fait personnel — un membre par groupe politique peut obtenir la parole pendant cinq minutes après la réplique d'un membre du gouvernement.

Il ne s'agit ici ni d'une réplique dans le cadre d'une discussion générale ni d'une autre réplique. Cela étant dit, si le Premier ministre demande la parole, nous nous trouvons dans un tout autre cas de figure.

Le Premier ministre souhaite-t-il prendre la parole ? (*Non*)

Chers collègues, nous sommes de toute façon dans la discussion du Traité de Maastricht et des rapports y afférents. Le problème est de savoir si je donne maintenant la parole à Mme Neyts, premier orateur inscrit.

Monsieur Gol, voulez-vous que l'on vote sur votre demande d'ajournement ? (*Oui*)

Nous votons sur la motion d'ajournement de M. Gol.
In stemming komt de motie tot verdaging van de heer Gol.

Début du vote / Begin van de stemming.

Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ? / Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ?

Fin du vote / Einde van de stemming.

Résultat du vote / Uitslag van de stemming.

(*stemming/vote 2*)

<i>Oui</i>	26	<i>Ja</i>
<i>Non</i>	108	<i>Nee</i>
<i>Abstentions</i>	1	<i>Onthoudingen</i>
<i>Total</i>	135	<i>Totaal</i>

En conséquence, la motion d'ajournement est rejetée.

Bijgevolg is de motie tot verdaging verworpen.

De heer Dewael heeft het woord.

De heer Dewael (PVV) : Mijnheer de voorzitter, ik heb mij onthouden omdat ik consequent blijf met wat ik zoëven heb gezegd. Ik denk dat alle elementen nu aanwezig zijn om het debat te kunnen aanvatten.

Ik heb aandachtig geluisterd naar de verklaring van de heer Dehousse. Mij was het gisteren alleen maar te doen om de tegenstrijdigheid die zou kunnen ontstaan tussen de standpunten in de regering over het convergentieplan. De heer Dehousse verklaart zaterdag in De Morgen dat men nu alle tijd heeft voor de sanering en verklaart hier vandaag net het tegenovergestelde. Ik heb de indruk dat deze eerbiedwaardige minister teruggesloten werd door zijn regering.

Het debat over het Verdrag van Maastricht kan nu alleszins in alle duidelijkheid aanvatten.

WETSONTWERP

PROJET DE LOI

De voorzitter : Aan de orde is de algemene bespreking van het **wetsontwerp houdende goedkeuring van het Verdrag over de Europese Unie, van 17 Protocolen en van de Slotakte met 33 Verklaringen, opgemaakt te Maastricht op 7 februari 1992 (482/1 en 2).**

L'ordre du jour appelle la discussion générale du **projet de loi portant approbation du Traité de l'Union européenne, de 17 Protocoles et de l'Acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992 (482/1 et 2).**

Puis-je demander aux groupes qui

président

ont déposé la liste de leurs orateurs, de me préciser ceux qui interviendront dans la discussion générale, et ceux qui prendront la parole dans le cadre des cinq rapports ?

Mevrouw Neyts heeft het woord.

Mevrouw Neyts (PVV) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de Eerste minister, dames en heren ministers, collega's, ik neem aan dat wij ons nu onder werkelijk geïnteresseerden bevinden en dat wij het echte onderwerp van dit debat kunnen behandelen, namelijk het wetsontwerp houdende de goedkeuring van het Verdrag van Maastricht.

Ik zou eerst de contradictie willen aansnijden die bestaat tussen artikel 8bis van het ontwerp van verdrag enerzijds en de beschikkingen in onze Grondwet anderzijds.

U weet dat artikel 8bis van het Verdrag het Europees burgerschap instelt, namelijk dat het bepaalt dat uiterlijk na 31 december 1994 alle ingezetenen van de EG, waar zij ook verblijven, zowel actief als passief gemeentelijk kiesrecht zullen bezitten. Artikel 4 van onze Grondwet bepaalt echter zeer duidelijk dat de staat van Belg een onmisbare voorwaarde is om politieke rechten te kunnen uitoefenen. Die tegenstrijdigheid is dus reëel en kan enkel worden ongedaan gemaakt door een herziening van artikel 4 van de Grondwet. Het Parlement heeft grondwetgevende macht en wij zijn bijgevolg perfect in staat over te gaan tot een herziening van artikel 4 van de Grondwet, ten einde het mogelijk te maken, ook los van de staat van Belg, bepaalde politieke rechten toe te kennen, overeenkomstig de internationale en Europese reglementering.

De heer Gol diende in die zin een voorstel in tot herziening van artikel 4. Ik heb het mij veroorloofd dit voorstel te amenderen. Tijdens de commissievergadering hadden wij hierover trouwens een discussie, waaruit ik het volgende heb onthou-

den. Ten eerste, geen enkele meerderheidspartij ontkent dat artikel 4 van de Grondwet in zijn huidige staat volledig tegenstrijdig is met de beschikking van artikel 8bis van het Verdrag van Maastricht. Ten tweede, niemand ontkent dat een herziening van artikel 4 noodzakelijk is om onze Grondwet in overeenstemming te brengen met het Verdrag van Maastricht, indien dit ongewijzigd wordt uitgevoerd. Men verschilt dus enkel van mening over het tijdsup van de herziening. De meerderheidspartijen zijn van oordeel dat de herziening niet moet voorafgaan aan de goedkeuring van het Verdrag van Maastricht. Wij zijn echter een andere mening toegedaan en dat hebben wij ook betoogd in de commissie. Wij menen dat het onvoorzichtig is deze contradictie tussen een grondwettelijke beschikking en een verdragrechtelijke beschikking — en morgen een Europeesrechtelijke — te laten bestaan. Wij denken dat het gevaarlijk is ervan uit te gaan dat van nu tot begin 1995 het Parlement permanent grondwetgevend zal zijn zodat het op elk ogenblik mogelijk zou zijn om over te gaan tot de herziening van artikel 4.

Bovendien vrezen wij dat men een gevaarlijke weg bewandelt — en sommige collega's van de meerderheid hebben dat gedaan — wanneer men de Europese gemeenschapsjurisprudentie aanhaalt, waaruit nu al duidelijk blijkt dat wanneer een nationale grondwetgevende beschikking strijdig is met een beschikking uit het gemeenschapsrecht, deze laatste dan voorrang heeft, zelfs op grondwettelijke bepalingen. Deze redenering die werd ontwikkeld door verschillende leden van de meerderheid komt erop neer dat het Verdrag, eens het in uitvoering zal worden gebracht, eigenlijk een stilzwijgende wijziging van de Grondwet behelst en er dus geen onoverkomelijke tegenstrijdigheid bestaat, zelfs indien wij niet in staat zouden zijn artikel 4 van de Grondwet op dat ogenblik te herzien. De PVV-fractie kan die redenering echter niet volgen. Wij vinden dat het beter zou

zijn voorafgaandelijk over te gaan tot het in overeenstemming brengen van artikel 4 van de Grondwet met de verdragrechtelijke beschikking. Dat kon perfect, zelfs al weet men nu nog niet tot in de puntjes en de komma's welke modaliteiten de lidstaten onderling zullen afspreken voor het instellen van een passief en actief gemeentelijk kiesrecht tegen uiterlijk 31 december 1994. Het is mogelijk artikel 4 zodanig te herzien dat men daarop weliswaar niet vooruitloopt, maar dat in elk geval het Belg zijn, zoals vermeld in het eerste lid van artikel 4, niet langer meer een onmisbare voorwaarde is om politieke rechten uit te oefenen indien de internationale en Europese regelgeving het anders bepaalt.

Zoals wel meer gebeurt, heeft de meerderheid haar verantwoordelijkheid eigenlijk voor zich uitgeschoven door geen uitspraak te doen over de herziening van artikel 4. De meerderheidsfracties hadden het voorstel van de heer Gol kunnen wegstemmen indien zij vonden dat het nu niet moest gebeuren. Dat hebben zij echter niet gedaan. Zij hebben het voorstel evenmin goedgekeurd, maar de stemming dienaangaande verdaagd. Een oplossing voor dit probleem hangt dus in het ijl.

Wij vinden dat zeer jammer. De meerderheid gebruikt nog maar eens de Europese Gemeenschap als een paraplu om in een vrij delicate gelegenheid niet te hoeven te trancheren. Ik wil u niet verbergen, collega's van de meerderheid, dat u ons, leden van de PVV-fractie, door die houding in een moeilijk parket hebt gebracht. Dat zal u wellicht geen grote zorg zijn. Nochtans moet ik onderstrepen dat wij het Verdrag van Maastricht met een geruster hart zouden hebben kunnen beoordelen indien u zou hebben ingestemd met het voorafgaand in overeenstemming brengen van onze Grondwet met de erin vervatte beginselen.

Wij willen echter het Maastricht-Verdrag op zijn merites beoordelen en niet in het licht van de aarzelin-

Neyts-Uyttebroeck

gen en twijfels die de meerderheid koestert. Vandaar dat wij — ik zeg het meteen — hebben besloten het wetsontwerp ter goedkeuring van het Verdrag te zullen goedkeuren. Wij willen desondanks niet nalaten een oproep tot alle parlementsleden te doen opdat, nu het nog kan en het Parlement nog steeds grondwetgevend is, zonder verwijl de herziening van artikel 4 opnieuw ter hand te nemen en ervoor te zorgen het desbetreffende artikel zo te wijzigen dat er, op het ogenblik dat het Verdrag werkelijk van toepassing wordt, geen constitutionele impasse ontstaat.

U hebt het ons dus moeilijk gemaakt. Niettemin willen wij — ik herhaal het — het Verdrag op zijn waarde toetsen. Om dat te doen, is het goed het in een historisch perspectief te plaatsen. Ik zal niet teruggaan in de tijd van de Romeinen zoals de heer Dehousse die het heeft over *les honorables membres*, wat mij onmiddellijk deed denken aan Shakespeare. Hij herinnert er ons aan dat men moet oppassen wanneer senatoren en ex-senatoren zich *honorable men* noemen. Ik zal mij beperken tot de twintigste eeuw.

Onmiddellijk na de eerste wereldoorlog, die tevens de eerste wereldbrand was, gingen overal in Europa stemmen op die pleitten voor eenheid en zelfs federalisme. Dat is begonnen in 1922 toen graaf Kalergi een oproep deed voor een „Pan-Europa” in zijn Paneuropees Manifest, waarin hij op haast profetische manier wees op de oorlogsdreiging en alle Europese volkeren bezwoer om deze uit de weg te gaan. In 1927 werden het Paneuropees Programma en Manifest in Wenen goedgekeurd. Vervolgens is het de Franse Eerste minister, de heer Aristide Briand, die in 1929 aan de Volkerenbond voorstelt een federale band tussen de Europese volkeren te creëren.

Dat leidde in mei 1930 tot een Frans Memorandum over het instellen van een federale unie bij de Volkerenbond.

De Britten — *in splendid isolation* en nog altijd — reageerden afwijzend; de Zwitsers hielden ook toen, waarschijnlijk nog veel meer dan nu, vast aan hun neutraliteit en, helaas, op 14 september 1930 boekte Hitler zijn eerste verkiezingssucces en traden wij een andere fase van de geschiedenis in.

In 1944 werd in Londen door de uitgeweken regeringen van België, Nederland en Luxemburg, een douane-overeenkomst gesloten, die al spoedig de naam van Benelux-overeenkomst kreeg. Zij trad in werking op 1 januari 1948 en vormde de grondslag voor wat later de Benelux-Economische Unie is geworden.

Op 5 juni 1947 was er de bewogen rede van de toenmalige Amerikaanse minister van Buitenlandse Zaken, George Marshall, waarin hij het plan dat zijn naam draagt, ontvouwde, op voorwaarde dat de Europese landen gezamenlijk een opbouwprogramma zouden opstellen.

Dat heeft dan geleid tot de oprichting van de toenmalige Organisatie voor Europese Economische Samenwerking die later, uitgebreid met de Verenigde Staten en Japan, de OESO wordt.

Ook Winston Churchill heeft niet ontbroken in het koor van mensen die hebben opgeroepen tot vrede in Europa; Winston Churchill die profetisch was, riep reeds in 1946 op tot verzoening tussen Frankrijk en Duitsland als belangrijk element van vrede in Europa.

Daarop volgde in 1949 de oprichting van de Raad van Europa, waartoe in 1950 de Bondsrepubliek Duitsland werd toegelaten.

Vervolgens is er de wordingsgeschiedenis van de EGKS, ontsproten aan het brein van Robert Schuman, Jean Monet, Konrad Adenauer, waarbij men tot de werkelijk revolutionaire idee komt om de oorlogsindustrieën van twee grote landen en hun bondgenoten, die honderd jaar lang elkaar bijna voortdurend hadden bekampt, samen te brengen in de Ge-

meenschap van, in dit geval, Kolen en Staal. Dit gebeurde in 1951.

Op 25 maart 1957 wordt in Rome het verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap en het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie ondertekend.

De grondleggers van Europa, van het Europa van de Gemeenschap, hadden er klaarblijkelijk op gerekend dat het economisch samengaan, de economische integratie, op termijn zou leiden tot een grotere politieke eenmaking van Europa. In de jaren zestig werd gesproken over een poging tot uitwerking van een grotere samenwerking op het politieke vlak, op het vlak van de buitenlandse politiek en van defensie.

De visies van de toenmalige zes lidstaten waren echter dermate verschillend, dat dit nooit tot een werkelijk concreet plan leidde.

Eén van de ernstigste crisissen van de instelling deed zich voor vanaf juni 1965, toen Frankrijk bijna een half jaar lang „*la politique de la chaise vide*” voerde, omdat Frankrijk weigerde dat men, in bepaalde gevallen, van de unanimité-regel zou overschakelen op besluitvorming bij meerderheid. Frankrijk wilde namelijk dat het in bepaalde gevallen mogelijk zou zijn om het levensbelang, „*l'intérêt vital*”, van een lidstaat in te roepen om zich niet neer te leggen bij een meerderheidsbesluit. Dit blijft duren tot het zogenaamde Akkoord van Luxemburg van 28-29 januari 1966, akkoord dat eigenlijk in zeer grote mate is tegemoet gekomen — is moeten tegemoet komen — aan de bezwaren van Frankrijk zoals zij door zijn president, generaal de Gaulle, werden verwoord.

Het Akkoord van Luxemburg, dat het inroepen van het „*intérêt vital*” heeft erkend, heeft de verdere uitwerking van de politieke unie in de Gemeenschap aanzienlijk vertraagd. Inderdaad, het zal bijna 20 jaren duren vooraleer opnieuw beslissende stappen worden gezet in de richting van een grotere politieke unie.

Neyts-Uyttebroeck

Twee andere belangrijke data waren 17 en 28 januari 1986, de Eenheidsakte, vereengekomen door de regeringen van de twaalf lidstaten. Ik wil er terloops op wijzen dat in 1986 de liberale partijen deel uitmaakten van de toenmalige regering.

In de Eenheidsakte wordt bepaald dat binnen de Gemeenschap een werkelijke eenheidsmarkt tegen 31 december 1992 moet tot stand komen. Te dien einde werden twee institutionele nieuwigheden gecreëerd: ten eerste, de Europese Raad van staats- en regeringsleiders wordt erkend en „geofficialiseerd” als het hoogste orgaan van de Gemeenschap; tot dan toe was dit niet het geval; ten tweede, de Richtlijnen die tot doel hebben de economische wetgeving samen te brengen, zullen niet langer bij eenparigheid worden aangenomen maar wel bij gekwalificeerde meerderheid. Toen reeds werd al op een bescheiden manier gesproken over de versteviging van de politieke samenwerking.

Te Maastricht werd vorig jaar een Verdrag geparafeerd waarin de unie zowel op het politieke als op het economische en het monetaire vlak werd ingesteld.

Zoals u weet, vertoont het Verdrag twee grote hoofdstukken: het hoofdstuk betreffende de economische en de monetaire unie en het hoofdstuk betreffende de politieke unie.

Daarenboven is het belangrijk op te merken dat luidens het Verdrag zelf: „de Unie wordt gegrond op de Europese Gemeenschap, aangevuld met het beleid en de samenwerkingsvormen die bij dit Verdrag worden ingesteld”. Dat betekent dat de Unie de bestaande Gemeenschap niet vervangt, maar dat zij letterlijk zal worden geënt op het bestaande, dat het Verdrag trouwens op een aantal punten wijzigt. Zoals daarstraks reeds gezegd, geldt zulks trouwens ook voor de tekst van het Verdrag zelf, die geen op zichzelf staand ge-

heel vormt maar bestaat uit amenderingen, wijzigingen en aanvullingen van het Verdrag van Rome. Dit betekent dat de verdragstekst van Maastricht op zich nauwelijks iets betekent; inderdaad hij moet worden gelezen in samenhang met het Verdrag van Rome. Dat is dan ook waarschijnlijk de reden waarom het uitdelen van 500.000 exemplaren van deze tekst in Denemarken *ot weinig goeds heeft geleid.

De Economische en Monetaire Unie wordt ontegensprekelijk het meest duidelijke, het meest coherente gedeelte. Het is dan ook evident dat deze Unie het verst is gevorderd. De PVV-fractie verwacht veel positiefs van de economische en monetaire eenmaking, wat niet betekent dat wij blind zouden zijn voor de minder aangename aspecten van een verhevigde concurrentie. Wij menen dat het afschermen en opdelen van markten slechts op korte termijn en dan nog maar een kunstmatig voordeel kan opleveren.

Wat het oprichten van een Europese Centrale Bank betreft, zien wij al even graag dat de gouverneurs van alle centrale banken van de lidstaten samen handelen dan dat wij, zoals nu eigenlijk het geval is, moeten vertrouwen op de wijsheid van alleen maar de gouverneur van de Bundesbank. Ook al hebben wij dan een gouverneur die graag brieven schrijft, wij zien hem liever samen met de 11 andere gouverneurs handelen, liever dan dat één onder hen feitelijk alle beslissingen neemt, zoals nu het geval is.

Wij weten natuurlijk ook dat vele Belgische politici slechts node, of eigenlijk niet weerstaan aan de verleiding om de Economische en Monetaire Unie verantwoordelijk te stellen voor de naderende begrotingsaanering. Dat is een onjuiste en zelfs een oneerlijke voorstelling van zaken, want ook zonder Economische en Monetaire Unie zou het Belgisch begrotingstekort het dubbele van het EG-gemiddelde bedragen; ook zonder Economische en Monetaire Unie zou de Belgische begrotingssituatie

elke echte vernieuwing van het beleid onmogelijk maken en zonder Economische en Monetaire Unie zouden de economische groeikansen waarschijnlijk veel kleiner zijn dan de huidige.

Zoals steeds in de geschiedenis van de Gemeenschap is het veel moeilijker gebleken om coherentie, laat staan transparantie tot stand te brengen bij het uitbouwen van de politieke Unie. De belangrijkste pijlers van de politieke Unie zijn, bovenop de Europese Gemeenschap, de volgende: het gemeenschappelijk buitenlands beleid en veiligheidsbeleid, de samenwerking op justitieel vlak en het door 11 landen ondertekende protocol betreffende de sociale politiek. Belangrijke elementen van de politieke Unie vormen ook het instellen van een Europees burgerschap en de erkenning van het belang van Europese politieke partijen.

Ten aanzien van de verdragsteksten over de politieke Unie kan men één van de twee volgende houdingen aannemen. Men kan het resultaat toetsen aan de droom van een federaal Europa, met een Europese federale grondwet, een volwaardig Europees Parlement en een soevereine commissie die verantwoording verschuldigd is aan het Parlement. Gesteld dat die droom onverdeeld positief zou uitvallen, dan nog schiet het Verdrag schromelijk tekort als wij de tekst ervan in de andere schaal van de droombalans leggen. De andere houding bestaat erin na te gaan of het Verdrag een verbetering betekent ten opzichte van de huidige situatie. Dat wil ik proberen bondig na te gaan aan de hand van het antwoord op vier vragen.

Eerste vraag: Zullen de opgerichte instellingen en de besluitvormingsmechanismen doeltreffend zijn?

Tweede vraag: Zal bij de nieuwe soevereiniteitsoverdrachten en bij de verruiming van bevoegdheden het subsidiariteitsbeginsel in acht worden genomen?

Derde vraag: Vertoont het bouwwerk voldoende samenhang?

Neyts-Uyttebroeck

Vierde vraag : Is het sedert geruime tijd aangeklaagde democratisch tekort verminderd of, wie weet, gewerkt ?

Het is natuurlijk moeilijk om, nog vóór het mechanisme in werking treedt, de toekomstige doeltreffendheid ervan te beoordelen.

Belangrijke factoren van doeltreffendheid zijn de snelheid waarmee kan worden opgetreden, de snelheid van de besluitvorming en het feit dat bevoegdheidsconflicten tot een minimum kunnen worden beperkt.

Laten wij dit even onderzoeken. De traagheid waarmee lidstaten reageren of zelfs het ontbreken van enige reactie van de lidstaten, bij voorbeeld in de Joegoslavische crisis, toont aan dat de vereiste eenparigheid van stemmen inzake buitenlandse politiek in de Raad verlamd werkt. Het is dus belangrijk aan te duiden dat in een reeks domeinen in plaats van de stemming bij eenparigheid voortaan de stemming bij gekwalificeerde meerderheid zal gelden, hetgeen hopelijk de snelheid van de besluitvorming zal ten goede komen.

Wat minder positief is, is het feit dat de intergouvernementele aanpak in grote mate gehandhaafd is gebleven en dat in tal van domeinen nog altijd eenparigheid is vereist. Positief dan weer is de verruiming van de bevoegdheden van de Rekenkamer en het Hof van Justitie. Dat zal zeker bijdragen tot hogere doeltreffendheid en meer transparantie.

Wat de subsidiariteit betreft wens ik erop te wijzen dat het beginsel voor het eerst in een officiële tekst werd opgenomen in het ontwerpverdrag dat het Europees Parlement in 1984 had goedgekeurd. Daarin werd gesteld dat het subsidiariteitsbeginsel de grondslag moet zijn voor besluiten over de bevoegdheden of verantwoordelijkheden die aan de Europese Unie worden toevertrouwd. Dit betekent dat binnen de Unie alleen datgene mag gedaan worden wat op

dat niveau meer doeltreffend kan gebeuren dan op het niveau van de lidstaten of van de regio's, die in Maastricht voor de eerste keer een officiële Europese erkenning kregen.

Dat subsidiariteitsbeginsel is impliciet vervat in artikel A en zeer uitdrukkelijk in artikel 3B van het Verdrag. Er wordt verder systematisch aan herinnerd in alle artikelen betreffende nieuwe bevoegdheidsgebieden. Er kan dus met de grootste stelligheid worden gezegd dat het subsidiariteitsbeginsel in het Verdrag wel degelijk is ingeschreven. Dit is natuurlijk een zeer positieve aangelegenheid.

Met de samenhang van alle beslissingsmechanismen is het minder goed gesteld. Dit is in hoofdzaak te wijten aan het feit dat men er binnen de Gemeenschap eigenlijk niet toe komt om te kiezen tussen ofwel de intergouvernementele aanpak, ofwel de gemeenschapsaanpak die meer in federale richting zou moeten gaan. Aldus krijgt men al te dikwijls een mengsel van zowel intergouvernementele als gemeenschapsbenaderingen, wat de samenhang zeker niet bevordert. Wij moeten ons daarom bekommeren.

Zeer belangrijk is het democratische gehalte van de instellingen zoals ze worden gewijzigd en aangevuld door het Verdrag van Maastricht.

Een eerste vaststelling is dat men zich tot voor een jaar of drie vreemd genoeg relatief weinig zorgen maakte om het democratische gehalte van de Europese Gemeenschap. Die toestand heeft geduurd zolang de Europese Gemeenschap waargenomen werd door de burgers als een hoofdzakelijk technische aangelegenheid en zolang de Eenheidsakte een welhaast utopische tekst leek. In het begin is die eenheidsakte als een mirakel overgekomen. Het was de periode van het euro-pessimisme. Toen kwam plots die akte en men zou wel afwachten wat er zou van komen. Welnu, zes jaar later staan wij aan de vooravond van beduidende stap-

pen in die richting en naarmate men zich gerealiseerd heeft dat er uitvoering werd gegeven aan de beschikkingen van de akte, is terecht de bekommernis gegroeid om het democratische gehalte van de Europese Gemeenschap.

Het Europese Parlement vraagt al jaren om uitbreiding van zijn bevoegdheden, vooral op het vlak van de Europese wetgeving. Dit is begrijpelijk. Ik wil graag geloven dat het Europese Parlement daarbij uitsluitend bewogen wordt door altruïstische democratische bekommernissen.

De vraag naar meer bevoegdheden van het Europese Parlement werd tot verbazing van een flink aantal regeringen van de lidstaten met zeer veel kracht en zeer uitdrukkelijk gesteund in de eindresolutie van de interparlementaire assisen die in november 1990 in Rome hebben plaatsgegrepen.

Komt het Verdrag aan die bekommernis tegemoet en in welke mate ? Het komt daar in zekere mate aan tegemoet. Het is duidelijk dat bij voorbeeld het controlerecht van het Europese Parlement wordt uitgebreid onder meer door de institutionalisering van de tijdelijke enquêtecommissies.

De afstand tussen de burger en de Gemeenschap wordt enigszins overbrugd door het instellen van een petitieright en van een ombudsdienst bij het Europese Parlement. Voortaan — dat is zeer belangrijk — zal de Europese Commissie als college — en niet langer enkel in de persoon van haar voorzitter — aan de goedkeuring van het Europese Parlement onderworpen zijn.

Bovendien is er nog een zeer belangrijk punt, met name een ernstige uitbreiding van het medebeslissingsrecht van het Europese Parlement inzake wetgeving, toetreding van nieuwe leden en het sluiten van associatie-akkoorden.

Deze uitbreiding van bevoegdheden is reëel, wezenlijk en een echte voor-

Neyts-Uyttebroeck

uitgang ten opzichte van de huidige situatie. Dat kan echter niet verhullen dat onze collega's in het Europees Parlement nog steeds geen volwaardige parlementaire bevoegdheden bezitten.

Om te besluiten wijs ik erop dat het grootste gevaar voor het democratisch gehalte van de Europese Gemeenschap en van de Unie eigenlijk elders ligt. Het grootste gevaar voor het democratisch gehalte schuilt volgens mij in de complexiteit en in de ondoorzichtigheid van de procedures. Een groot gevaar voor het democratisch gehalte schuilt ook in de zelfgenoegzaamheid van vele Europese zogenaamde of echte deskundigen, alsmede in de bemoeizucht van een aantal Europese instellingen.

Zoals het Deens referendum heeft aangetoond, volstaat het echt niet aan de bevolking te zeggen: Europa is goed voor u. Ik blijf erbij dat zoveel Denen neen hebben gestemd omdat hun ganse establishment, van links naar rechts en van hoog tot laag, hen er bijna moreel toe dwong ja te stemmen.

Het ergste tekort in het democratisch gehalte van de Europese Gemeenschap en van de Unie ligt hierin dat zij niet langer worden waargenomen als de belichaming van de verzoeking tot vrede en harmonie van de Europese bevolkingen, maar dat zij steeds meer naar voren komen als een „machinerie” — ik heb niet „machinatie” gezegd — van het establishment.

Geachte collega's, dat moet dringend worden verholpen ten einde te vermijden dat de kloof tussen de Europese instellingen en de burgers nog groter zou worden.

Mijnheer de minister, tijdens de commissiebesprekingen is gebleken dat de Belgische regering haar voorzitterschap, tijdens het tweede semester van 1993, zal aangrijpen om de evaluatie en de eventuele wijziging van het Verdrag voor te bereiden, wat uiterlijk vóór eind 1996 moet worden doorgevoerd.

Mijnheer de minister, wij beschouwen dit als een formele belofte. Bovendien zal ons land zich bij monde van zijn regering inspannen om zoveel mogelijk aan de complexiteit en de ondoorzichtigheid van de mechanismen te verhelpen.

Ik heb reeds gezegd dat de PVV-fractie het Verdrag als dusdanig zal goedkeuren omdat wij na zorgvuldige evaluatie van mening zijn dat het Verdrag meer positieve dan negatieve elementen bevat. Tegelijkertijd willen wij de meerderheid oproepen zich niet langer achter Europa te verschuilen, maar onze Grondwet zo snel mogelijk in overeenstemming te brengen met de verdragrechtelijke beslissingen.

Tot slot, richten wij een oproep tot de collega's van de meerderheid ermee op te houden Europa als een paraplu te gebruiken ten einde de totale verantwoordelijkheid niet te moeten dragen voor moeilijke beslissingen, die zij tijdens de volgende weken waarschijnlijk zullen treffen.

Ik besluit met te zeggen dat — u had dat reeds begrepen — ons „ja” voor het Verdrag van Maastricht geen „ja” is voor de regering.
(Algemeen applaus)

Le président : La parole est à M. Gol.

M. Gol (PRL) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, plusieurs membres de mon groupe interviendront à l'occasion de ce débat important sur le plan politique et qui va probablement révéler, au sein de cette assemblée, une très large majorité pour approuver les orientations du Traité de Maastricht. Je pense, en effet, qu'une large majorité de la Chambre, comme d'ailleurs une large majorité de Belges souhaitent l'approfondissement de l'union politique, économique et monétaire de l'Europe. Ce traité va donc dans le bon sens ne fût-ce que parce qu'il permet la création de l'Union économique et monétaire. En outre il nous fait faire un pas important dans la

concertation et l'intégration des politiques étrangères et des politiques de sécurité.

Je m'en tiendrai, au début de ce débat, à quelques considérations générales et liminaires car, je le répète, d'autres membres de mon groupe interviendront sur des aspects plus particuliers, qu'il s'agisse de l'Union économique et monétaire, des problèmes de sécurité ou sur le processus de la construction européenne en général.

Il n'est pas indifférent que, grâce au rejet par la majorité d'une motion d'ajournement pourtant bien fondée, notre débat sur le Traité de Maastricht ait lieu un 14 juillet. Si j'évoque cette date ce n'est pas seulement parce que, comme Liégeois, j'ai l'habitude de fêter le 14 juillet, que nous commémorerons encore aujourd'hui à Liège avec tout le faste qui s'impose, mais également parce que je considère que la lutte pour la construction européenne constitue probablement l'une des Bastilles importantes qu'il reste à prendre en cette fin du XX^{ème} siècle pour les Européens que nous sommes. C'est aussi parce que, dans notre esprit, l'Europe que nous voulons construire est indissociable du message de liberté, d'égalité et de fraternité, c'est-à-dire du message fondamental de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui a été prolongée par la Convention européenne des droits de l'homme à laquelle tous les membres de la Communauté européenne ont adhéré. Notre Europe est une Europe de la liberté, une Europe des droits de l'homme, une Europe du respect des minorités, une Europe de l'égalité juridique, c'est aussi une Europe du progrès social et, enfin, une Europe dans laquelle, grâce à la fraternité, le racisme, l'extrémisme, le fascisme ne devront pas pouvoir renaître. C'est aussi une Europe qui, à nos yeux, doit être celle des peuples et non une Europe bureaucratique et dirigiste.

Enfin, si j'évoque aujourd'hui le 14 juillet qui est la fête nationale d'un peuple avec lequel nous partageons,

Gol

en tout cas les francophones de cette assemblée, une langue, une culture et donc une philosophie — car la langue et la culture, ce n'est pas à nos amis néerlandophones que je dois le dire, impliquent souvent une philosophie, une façon de penser, une approche des problèmes — c'est parce que l'Europe ne se bâtira pas sans les nations et sans les cultures.

D'ailleurs, dans la plupart des pays qui nous entourent, le débat sur Maastricht se nourrit précisément de la question : plus d'Europe, moins de Nation, ou plus de Nation, moins d'Europe ?

Ce débat est complètement absent de notre hémicycle. Il n'y aura pas de discours semblables à celui tenu à l'Assemblée nationale française par M. Seguin, sauf peut-être en marge de cet hémicycle, mais en aucun cas au nom de la Nation belge. Il n'y aura pas de discours semblables à celui des opposants danois à l'occasion du récent référendum. Il n'y aura même pas de discours semblables à celui tenu par certains conservateurs britanniques à la Chambre des Communes, alors que certains collègues partagent quelques-unes de leurs conceptions en matière économique.

Devons-nous imputer l'absence de débat sur l'affrontement entre les nations encore bien vivantes et l'Europe en formation, à nos mérites ou à nos vertus européennes ?

N'est-il pas suspect de constater combien la surenchère est grande dans notre pays, et dans cet hémicycle, pour être les premiers — ou presque — à approuver et ratifier Maastricht, pour trouver que Maastricht ne va pas assez loin et qu'il aurait fallu faire encore plus, bref pour tenir un langage perfectionniste d'autant moins crédible d'ailleurs que dès que nos problèmes locaux, nationaux, sous-nationaux sont en cause, nous nous révélons — on le verra dans un instant — de bien moins bons Européens que nos dis-

cours et nos surenchères ne semblent l'indiquer lorsqu'il s'agit de donner des leçons aux autres.

Pour beaucoup de Belges, et en particulier de la classe politique, l'Europe représente une fuite en avant, qui nous dispense de soutenir notre Etat et d'avoir une politique nationale. Il est très commode, monsieur le ministre des Affaires étrangères, de parler comme si vous étiez le ministre des Affaires étrangères de l'Europe.

Par contre, lorsque je vous interrogeais en commission des Relations extérieures, vous étiez bien en peine de nous donner un projet national de politique étrangère, à part l'idée de la construction européenne et l'idée que nous sommes en passe de devenir des citoyens du monde. En d'autres termes, vous ne pouvez définir une politique de la Belgique fondée sur la défense d'intérêts qui nous seraient communs au-delà de nos particularismes et qui ne se confondraient pas avec des grands principes — auxquels nous souscrivons tous — comme les Droits de l'homme, la construction européenne ou les principes de la charte des Nations Unies.

Dans un pays qui se sent de moins en moins de vouloir-vivre commun — ainsi que vient de le démontrer le dialogue de communauté à communauté —, l'Europe nous dispense — heureusement ! — de définir une politique étrangère propre.

L'Europe se fait, mais au même moment, le président d'un des partis qui soutiennent votre majorité, qui fait assaut de professions de foi européennes et qui est même un parlementaire européen, déclare à la radio qu'"être partisan de la Belgique unie est comparable à l'attitude des anciens coloniaux, qui ne savent pas que les colonies sont mortes,,.

Je pose la question, surtout à votre majorité, de savoir qui donc la Belgique colonise ? Et je trouve dans ces propos, au moment même où nous débattons du Traité de Maastricht, une confirmation du fait que nous pouvons être européens à bon

compte, nous dispenser du débat existant chez tous nos voisins sur la tension entre l'Etat national — la Nation — et l'Europe. Car, si ce débat n'existe pas chez nous, ce n'est pas parce que nous ne voulons pas le mener ou parce que nous le surmontons, mais tout simplement, hélas, parce que le vouloir-vivre commun s'estompe petit à petit et que l'Europe nous offre une sorte de fuite en avant qui nous dispense de prendre conscience de ce que nous sommes.

Ce n'est nullement une raison pour refuser l'aventure européenne. Ce n'est certainement pas une raison pour ne pas se réjouir des progrès réalisés par l'Union européenne. Mais c'en est une pour regretter que ce ne soit pas en tant que Nation à part entière aujourd'hui que nous entrons en Europe mais en tant que nation déchirée, morcelée, divisée et inquiète sur son devenir.

J'ajoute que, dès que nos problèmes sous-nationaux — et non plus nos intérêts nationaux —, notre mal de vivre belge sont en cause, on voit tous ceux dont la fibre européenne est apparemment la principale raison de vivre et d'être, enterrer leur conviction européenne avec d'autant plus de facilité qu'ils ont exprimé cet idéal européen hors de portée pour l'instant.

On voit la Région wallonne violer allègrement des directives en matière d'unification de l'environnement. On voit la Belgique hésiter à prendre part à l'effort militaire européen dans le cadre d'actions communes, comme par exemple celle qui s'est déroulée pendant la guerre du Golfe, parce que l'une de ses deux communautés est animée par des sentiments pacifistes — je n'ai pas dit pacifiques — qu'on ne retrouve pas nécessairement dans l'autre, ni dans l'ensemble de l'Europe.

On voit, des années durant, le gouvernement belge biaiser avec l'application, d'abord, des zones de développement, ensuite, avec la politique de cohérence et d'application des fonds régionaux parce que des querelles internes sont en cause.

Gol

On voit enfin — c'est là que l'on atteint le sommet de l'hypocrisie, le sommet du décalage entre le discours européen tenu avec une vertu exemplative et incitative à l'égard des autres et l'incapacité à en tirer des conclusions — le Parlement rejeter, ajourner tout débat sur la modification de sa propre Constitution pour être conforme à un traité, que, par ailleurs, on veut approuver dans l'enthousiasme.

Pourquoi ? Afin de ne pas rencontrer des difficultés de politique intérieure liées, une fois de plus, au même problème. Il s'agit — vous l'avez deviné — de la modification de l'article 4 de la Constitution, permettant désormais d'octroyer le droit de vote aux étrangers communautaires pour les élections européennes et municipales. Et personne ne contestera, au travers de la "bouillie pour chats", juridique qui nous a été servie par le gouvernement et une partie de la majorité, que la seule raison pour laquelle, à l'instar d'autres pays européens, nous ne pourrions pas modifier aujourd'hui notre Constitution pour la rendre conforme au Traité que nous allons approuver, la seule raison — dis-je —, ce sont les craintes d'une partie ou de la totalité du monde politique flamand à donner le droit de vote aux étrangers communautaires dans les zones de la périphérie bruxelloise, dont l'appartenance vient encore d'être violemment contestée.

Personne — c'est un secret de polichinelle — ne croit aux contorsions juridiques du gouvernement à l'encontre de l'avis du Conseil d'Etat. Par contre, tout le monde sait bien que c'est le *no paseran* des partis flamands de la majorité à l'égard d'une révision de la Constitution, qui pourtant, dans une simple logique, s'imposerait au moment où nous approuvons le Traité de Maastricht.

On se livre même à cet égard à une entreprise de désinformation et de manipulation extraordinaire.

J'ai entendu hier soir à la RTBF un professeur de droit, M. Uyttendaele... (*Hochement de tête du ministre Claes*)

Kissinger disait qu'il y avait deux catégories de juristes : les juristes et les professeurs de droit ; les juristes sont ceux qui essaient de trouver une solution à chaque problème et les professeurs de droit ceux qui essaient de trouver un problème à chaque solution.

Or donc hier soir, c'était bien un professeur de droit qui s'exprimait sur les antennes de la RTBF. Qu'a-t-il dit qui défie le bon sens élémentaire ? Il a d'abord dit que hier, si l'on n'était pas en nombre et si l'on ne pouvait donc pas commencer la discussion sur le Traité de Maastricht, c'était finalement une bonne chose. Cela prouvait que les parlementaires n'étaient pas passionnés à ce sujet et qu'il n'y avait pas de controverse au parlement sur la question de Maastricht.

M. le président, malgré son grand talent pour continuer à maintenir l'image du système parlementaire contre vents et marées, n'aurait certainement pas invoqué une explication à la fois aussi simple mais aussi ridicule.

Ensuite, le même professeur a dit qu'un problème constitutionnel était posé, mais que manifestement il n'intéressait pas les parlementaires, puisqu'il n'avait même pas fait l'objet de débats au parlement !

Voilà un professeur qui ferait bien de s'informer pour donner des cours à ses étudiants ! Il saurait alors que depuis plusieurs semaines la commission de révision de la Constitution discute d'une proposition de révision que j'ai introduite, modifiant l'article 4 et qui a été amendée fort opportunément par ma collègue Mme Neyts. Il existe aussi des propositions émanant d'autres groupes de l'opposition, notamment Ecolo-Agalev, même si ces propositions sont parfois divergentes. Nous avons essayé à toutes forces d'obtenir de la majorité qu'avant de faire des proclamations d'Etat de droit européen,

on commence, à l'occasion de l'intégration dans l'Europe, par donner l'exemple du respect de notre propre Etat de droit, respect auquel le Conseil d'Etat nous invitait d'ailleurs dans son avis remis sur le présent projet !

En effet, le Conseil d'Etat, après avoir rappelé à la fois le texte du Traité de Maastricht, le texte de la loi d'approbation et le texte de la Constitution belge, indiquait dans des termes qui ne souffrent absolument aucune discussion, aucune échappatoire, aucune controverse, de façon tout à fait claire : „Une contradiction manifeste apparaît ainsi entre l'article 4 alinéa 2 de la Constitution et l'article 8b du Traité CEE. Elle doit être levée. Elle ne peut l'être qu'à la faveur de la révision de la disposition constitutionnelle précitée. La section de législation ne peut que confirmer ses avis antérieurs à ce propos.”

Et le Conseil d'Etat ajoute :

„Encore convient-il de préciser si cette révision doit intervenir préalablement à l'adoption de la loi d'approbation ou si, bien que nécessaire, cette révision peut être différée compte tenu notamment d'une disposition du Traité qui confère aux autorités communautaires le soin de déterminer les modalités d'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et ce jusqu'au 31 décembre 1994 au plus tard”.

A la question de savoir si la révision doit être préalable, le Conseil d'Etat a répondu : „La section de législation est d'avis qu'il ne convient pas d'approuver le Traité sur l'Union européenne avant d'avoir procédé à la révision de l'article 4, alinéa 2, de la Constitution. La démarche inverse conduirait en effet le législateur à adopter la loi d'approbation du Traité qui contredirait une disposition de la Constitution. Elle ne pourrait être interprétée que comme l'injonction que le pouvoir législatif entendrait donner au pouvoir constituant de modifier sur un point déterminé la Constitution. Elle introduirait une

Gol

confusion entre les responsabilités du pouvoir législatif et du pouvoir constituant. Elle réaliserait, au surplus, une inversion de l'ordre de leurs responsabilités". On ne peut pas être plus clair.

Et le Conseil d'Etat conclut : „Il convient d'abord de modifier la Constitution dans son article 4, alinéa 2, ensuite d'approuver et de ratifier le Traité de l'Union, enfin d'adopter, tant au niveau communautaire qu'au niveau national, les règles qui traduiront de manière concrète les principes inscrits dès à présent dans le Traité CEE".

Il est loin le temps où M. Tindemans, Premier ministre CVP, quittait cette tribune pour se rendre au Palais estimant que la Constitution ne pouvait être considérée comme un chiffon de papier. Aujourd'hui, la Constitution est, au nom d'un idéal européen, hypocritement dévoyée. L'Europe ne nous presse pas de violer notre Constitution. Seuls des problèmes politiques internes au sein de la majorité, des querelles communautaires et politico-communautaires conduisent à considérer la Constitution comme un chiffon de papier.

M. Gehlen (PSC) : Vous exagérez.

M. Gol (PRL) : Monsieur Gehlen, vous pensez qu'il ne s'agit que d'une petite violation.

Cela me fait penser à celui qui disait : „Ce n'est pas grave, il n'a qu'un petit cancer". Il n'existe pas de petits et de grands cancers. Quand le cancer se manifeste, il peut, de proche en proche, entraîner la déperdition de l'être. De la même manière, il n'existe pas de violation bénigne de la Constitution. Celle-ci est frontale ; elle s'oppose directement au texte de la Constitution. Nous n'exhumons pas des avis de juristes de cinquième zone, des avis sans intérêts. Il n'y a pas de controverse. Quel est le juriste qui, à l'encontre du Conseil d'Etat, a osé dire que, votant la loi d'approbation

avant la révision de la Constitution, on ne violait pas la Constitution belge ?

M. Gehlen (PSC) : Le Grand-Duché de Luxembourg.

M. Gol (PRL) : Le Grand-Duché de Luxembourg n'est pas un juriste mais un Etat.

D'ailleurs, j'ai eu l'occasion de faire remarquer, monsieur Gehlen, qu'aujourd'hui, sous le gouvernement Dehaene, la Belgique avait si peu de respect d'elle-même qu'elle avait fait passer sa Constitution sous pavillon juridique luxembourgeois comme elle avait récemment fait passer sa flotte marchande sous le même pavillon.

M. Gehlen (PSC) : Et le Conseil d'Etat belge !

M. Gol (PRL) : Monsieur Gehlen, chaque fois que l'on viole la Constitution belge — nous avons connu quelques cas récents et nous en connaissons encore si votre gouvernement maintient sa politique — vous allez nous faire remarquer que le Danemark, l'Italie, l'Espagne ou, après avoir épuisé toutes les perspectives européennes, quelque autre pays aux antipodes, quelque autre pays exotique ont aussi violé leur Constitution sur le même sujet !

En quoi est-ce plus intéressant que de nous dire que la France entend respecter sa Constitution et va même jusqu'à organiser un référendum sur le sujet ? En quoi est-ce plus intéressant de prendre toujours exemple sur les mauvais élèves de la classe qui ne respectent pas leur Constitution ? Pour ma part, je préfère prendre exemple sur les bons. Si vous nous avancez des arguments selon lesquels d'autres auraient commis la même faute, vous ne contestez donc pas que ceci constitue une violation de la Constitution d'autant plus grave, d'autant plus hypocrite, d'autant plus scandaleuse que tout cela se déroule dans une atmosphère de prêchi-prêcha européen, de respect de l'Etat de droit et de volonté, non seulement d'être les bons élèves de

la classe, mais d'obtenir le prix d'excellence sur le plan européen, en oubliant que, s'opposant à notre voie royale vers le prix d'excellence au niveau européen, existe la division de la majorité sur les questions relatives au droit de vote des Européens. Nous dénonçons cette façon d'agir.

J'ajoute que l'hypocrisie consistant à refuser la révision de la Constitution s'est doublée d'une hypocrisie plus grande encore dans la méthode. Car, lors de la dernière réunion de la commission de révision de la Constitution, nous n'avons été gratifiés que de la présence d'un collaborateur du Premier ministre ! Vos collègues de la majorité parlementaire n'y ont même pas eu le courage de rejeter les propositions de loi que nous avons déposées en vue de réviser l'article 4 de la Constitution. Ils n'ont même pas eu le courage de défendre leur thèse. Ils se sont contentés de voter l'ajournement de la discussion jusqu'au moment où, peut-être sous la prochaine législature ... (*Dénégation de M. Gehlen*) Qu'en savez-vous, monsieur Gehlen ? Pouvez-vous me garantir la durée de la législature actuelle ?... jusqu'au moment où les autorités européennes, notamment le Conseil des ministres, auront pris les directives d'application nécessaires au droit de vote des Européens aux élections municipales et aux élections européennes, c'est-à-dire à une date qui, d'après le Traité, est fixée à 1994. Les événements étant imprévisibles, cette mesure pourrait être appliquée en Europe à une période ultérieure, mais même si cela devait avoir lieu en 1994, il se pourrait qu'alors, en Belgique, les Chambres ne soient plus les mêmes et ne soient même plus constituantes, c'est-à-dire n'auraient plus la capacité de réviser la Constitution.

Entrer dans le raisonnement juridique de la majorité pour justifier l'injustifiable serait, dans une certaine mesure à mon sens, participer à la manipulation. Ce serait laisser croire qu'il y a le moindre argument raisonnable et rationnel sous l'argumenta-

Gol

tion pseudo-juridique de la majorité consistant à justifier qu'il n'est pas nécessaire de modifier l'article 4 de la Constitution. Je vais donc me limiter à l'essentiel et être extrêmement bref sur ce point. En effet, si j'apportais de nombreux arguments superfétatoires à l'encontre de la thèse insuffisante, inexistante, de la majorité sur le plan juridique, je risquerais de la conforter dans une certaine mesure.

Que dit la majorité ? M. Dehaene réagit généralement très vite. Lorsqu'il voit un adversaire se profiler, il prend le premier objet qui lui tombe sous la main — au figuré, s'entend — et il le jette en direction de cet adversaire. C'est ce qu'il a fait ici sur le plan juridique. Le gouvernement a été pris au dépourvu. Quand nous avons dit qu'il fallait modifier l'article 4 de la Constitution, puisque l'avis du Conseil d'Etat était connu en la matière, M. Dehaene a aussitôt pris ce qui lui tombait sous la main et il a lancé en direction du Conseil d'Etat, des juristes qui avaient suivi l'avis du Conseil d'Etat et de l'opposition qui s'app préparait à le suivre, un argument selon lequel il n'était pas nécessaire de réviser cet article car la primauté du droit européen nous dispensait de modifier la Constitution à cet égard. La Constitution serait implicitement modifiée par la loi d'approbation.

Depuis, M. Dehaene et le gouvernement ne tiennent plus le même propos car on leur a apporté la démonstration que l'article 25bis de la Constitution ne peut en rien servir à justifier cette thèse. L'article 25bis s'applique uniquement aux délégations de souveraineté et non pas à l'application d'une norme européenne créant des droits subjectifs directs pour des citoyens ou des résidents en Belgique.

Une manière d'assurer la primauté du droit européen, y compris sur la Constitution, consiste à introduire un article 107bis dans la Constitution qui stipulerait de manière générale

que le droit européen est prioritaire et établit sa primauté sur toutes les dispositions de droit interne y compris le droit constitutionnel.

L'argument de la primauté du droit européen n'est même plus utilisé par le gouvernement.

Faute de cet ustensile jetable immédiatement et dans l'heure, on a dû procéder non plus par l'affrontement direct mais par la contorsion, laquelle donne aujourd'hui un visage et une apparence juridique fort peu plaisante à la thèse de la majorité. Bien sûr, nous a-t-on dit, il faut réviser la Constitution mais pas tout de suite. Le gouvernement, en tout cas, ne veut pas la réviser immédiatement.

De deux choses l'une : ou bien les mesures d'application du Traité, à prendre par le Conseil des Ministres de la Communauté européenne, ne seraient jamais prises ou elles le seraient dans des conditions telles que l'article 4 ne doive pas être modifié et, dans ce cas, nous faisons l'économie de cette révision. Ou bien le Traité est approuvé et les dispositions d'application sont prises par le Conseil des Ministres de la CEE. Dans cette hypothèse, dit le gouvernement, suivi par sa majorité de plus en plus embarrassée, il faudra réviser la Constitution au moment où les directives d'application auront été prises. Si on ne le fait pas, soit parce que les Chambres ne sont pas constituantes, soit parce que la majorité des deux tiers n'est pas atteinte pour réviser la Constitution ou parce qu'on ne veut pas le faire, cela signifiera qu'on aura approuvé aujourd'hui un traité que l'on ne sera pas capable d'appliquer demain parce que la disposition constitutionnelle subsistante de l'article 4 s'y oppose.

Alors, nous dit-on — achevant ainsi la contorsion dans une sorte d'effondrement de la pensée — le Traité et ses directives s'appliqueront bien que la Constitution n'ait pas pu être révisée.

Cela veut-il dire que, si l'on ne procède pas tout de suite à la révision de la Constitution, nous donnons une

sorte de mandat au pouvoir européen de modifier implicitement la Constitution belge sans passer par la majorité et le quorum que la Constitution exige ?

Attention aux précédents ! Dans le futur, des traités internationaux non européens pourraient impliquer une modification de la Constitution. On nous tiendra alors peut-être le même raisonnement. Aussi, en approuvant aujourd'hui un traité nécessitant des mesures d'application ultérieures, devons-nous veiller au respect de l'application normale de la procédure de révision constitutionnelle. Je vous rends attentifs d'ailleurs au danger de ce raisonnement qui, bien sûr, convient sur l'heure au gouvernement parce qu'il lui permet de contourner l'obstacle. Si le gouvernement dit vrai, les dispositions relatives au droit de vote des ressortissants de la CEE en Belgique pourront être appliquées sans modification de l'article 4.

C'est à cela que conduit le raisonnement du gouvernement. Il ne faudra pas modifier ce raisonnement par la suite et prétendre qu'il est impérieux de modifier l'article 4 pour rendre possible l'application des directives européennes. C'est l'un ou l'autre.

Le raisonnement me paraît complet et cohérent et seules quelques contorsions ou, pour utiliser un terme argotique, des „salades", pourraient s'opposer à la force de ce raisonnement.

J'ai fait référence en commission, pour appuyer mon raisonnement, à toute une série de juristes. Ce matin, en séance plénière, je citerai seulement M. Dumont, ancien Procureur général à la Cour de Cassation, qui fut également Procureur-général à la Cour du Benelux et qui avait donc intérêt à affirmer la primauté du droit international, y compris sur la Constitution. Il écrit, à propos de la Cour de Justice du Benelux et d'un problème similaire qui s'y est posé — problème qui ne se pose donc pas exclusivement sur le plan européen — : „La primauté due notamment

Gol

à la nature spéciale est une caractéristique qui ne peut entrer en ligne de compte, voire avoir un effet quelconque que pour autant que les règles ou dispositions auxquelles on reconnaît ce caractère, soient entrées régulièrement dans l'ordre juridique des Etats membres et puissent dès lors y déployer leurs effets”.

Il est donc vain d'invoquer la notion ou l'idée de nature spéciale des dispositions de droit communautaire ou international, nature qui commanderait de leur reconnaître la primauté dès lors que les autorités nationales les ont introduites illicitement dans le droit positif de l'Etat et que pour cette raison, cette introduction doit être privée d'effets.

„S'il y a divorce” — écrit-il plus loin — ”entre les dispositions des traités européens et une constitution nationale, il appartient au pouvoir constituant, soit d'adapter celle-ci aux normes communautaires, soit de décider sans plus que le droit communautaire prime même les dispositions constitutionnelles. Ainsi, on reconnaîtrait, si l'on faisait autrement, aux pouvoirs législatif et exécutif le droit de modifier les règles constitutionnelles sans avoir recours au pouvoir constituant, sans respecter les formalités et garanties prescrites pour une révision constitutionnelle.

A-t-on réfléchi aux conséquences d'une telle doctrine, au danger qu'elle recèle, aux abus de la majorité qu'elle favorise, au péril pour les régimes démocratiques ?..

En citant cette référence, monsieur Gehlen, je voulais aussi vous démontrer que ce n'est pas sans avoir réfléchi à ce que nous disions que nous soulignons la violation du droit constitutionnel en cette occurrence.

Si un homme aussi sévère et par ailleurs aussi pondéré que le Procureur général à la Cour de Cassation peut parler de violation des principes démocratiques à propos de ce que vous vous apprêtez à faire mais qu'il dé-

crivait dans une autre occurrence, je crois qu'il n'y a nulle exagération à dire ici que nous avons tous prêté serment d'observer la Constitution. Ce débat trouve sa place.

La raison politique pour laquelle vous vous refusez à réviser la Constitution est trop évidente. A un moment où nous allons approuver l'orientation du Traité de Maastricht pour une Europe qui doit être plus démocratique, pour une Europe où il n'y a pas moins de droits mais plus de droits, c'est-à-dire où l'Etat de droit soit la règle fondamentale qui s'applique à tous, à des individus libres et responsables, à des nations libres et responsables qui décident en commun de constituer un nouvel ensemble politique à l'échelon international, il n'était pas inutile de dire, de plaider, de témoigner pour que nous ne flétrissions pas en quelque sorte cette entrée quasi unanime dans la Communauté européenne par une irruption de notre vie politique belge, malheureusement extrêmement médiocre et dans laquelle les rapports de force ont remplacé tout souci de respect du droit.

De voorzitter : De heer Van Peel heeft het woord.

De heer Van Peel (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, de CVP-fractie is onomwonden een groot voorstander van de ratificering van dit Verdrag. Daarover bestaat geen enkele twijfel. Ik neem dus van bij de aanvang van mijn uiteenzetting alle suspens weg uit dit halfroond. Dat maakt ons echter niet blind voor de grote onvolkomenheden die nog in dit Verdrag schuilen. Als men het Europees eenwordingsproces bekijkt als een evolutie, dan is het belangrijk ook die onvolkomenheden in dit halfroond duidelijk in de verf te zetten. Sommige zijn zeer bekend. Ze worden overigens onderschreven door de overgrote meerderheid van deze Kamer en de regering, andere zijn het wat minder. Ik zal kort zijn over de bekende onvolkomenheden.

Ten eerste, er is — dit kan niet ge-

noeg worden herhaald — het probleem van het democratisch deficit. De rol van het Europees Parlement, hoewel vergroot, blijft te beperkt. Bovendien wordt het Parlement, ook met de nieuwe instemmingsprocedures, te veel in een negatieve vectorol gedwongen. Ik vrees dat het Europees Parlement de volgende jaren eerder als een remmende dan als een positieve machine zal overkomen. Er worden nieuwe beleidsterreinen gecreëerd en overgedragen aan het Europees niveau, zonder dat evenveel democratische controle wordt overgedragen. Wij betreuren dat.

Ten tweede, er is de zogenaamde „Griekse tempelconstructie” van dit Verdrag. Het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, de binnenlandse zaken en justitie zijn aparte intergouvernementele pijlers en wij staan nog ver van het federale communautaire Europa.

Ten derde, er is ook — dit is een bekende kritiek — het Europa van de twee snelheden, vooral op het sociale vlak, waar een „Europa van de elf” wordt gecreëerd.

Ten vierde, er is de enorme complexiteit van zoveel procedures, instellingen en protocols, wat ook niet direct een goede zaak is voor een doorzichtig democratisch bestel.

Dit zijn de zeer bekende, maar daarom niet minder terechte kritieken die ten overstaan van dit Verdrag in algemene zin naar voren kunnen worden gebracht.

Daarnaast wens ik nog een aantal andere kritische bedenkingen te maken. Mevrouw Neyts heeft het daarstraks gehad over het verheven principe van de subsidiariteit. Dit principe wordt toegevoegd als waarborg tegen overdreven centralisme in Europa, als waarborg voor meer democratie. Als ik een aantal uitspraken van Europese leiders beluister, dreigt op dit ogenblik de inhoud van dit verheven subsidiariteitsbeginsel — waarvan wij in de commissie allen grote voorstanders waren — in het gedrang te komen of te worden mis-

Van Peel

bruikt. Het nobele principe dat beslissingen horen genomen te worden op dat niveau waar zij thuis horen, wordt na de Deense schok anders geïnterpreteerd. Het wordt hoe langer hoe meer gebruikt om verontruste burgers en regio's gerust te stellen. Tot daar toe. Erger is het misbruik dat sommige natiestaten daarvan willen maken.

Wij delen dus het wantrouwen tegenover dit nochtans inderdaad pauselijke beginsel dat enkele maanden geleden werd geformuleerd door Leo Tindemans, die als volgt sprak : „Mijn professor van sociale filosofie” — ongetwijfeld een bijzonder christelijk professor — „zei altijd : pas op voor het subsidiariteitsbeginsel. Het wordt altijd ingeroepen door reactionairen om passiviteit op het hogere niveau te rechtvaardigen, zelfs als doet men niets op een lager niveau”. Als ik nu merk dat het precies degenen zijn die tegen elke Europese integratie zijn, die tegen een federaal Europa zijn, maar die te pas en te onpas dit principe inroepen, dan begin ik mij toch een en ander af te vragen. De subsidiariteit inroepen en toepassen op een constructie die men nog niet kent en die nog niet duidelijk gedefinieerd is, zou een vernietigingsoperatie kunnen verbergen. In de sociale leer van de kerk, waaruit dit principe stamt, wordt het subsidiariteitsprincipe nooit alleen vermeld.

Als men spreekt over de sociale organisatie van de maatschappij, dan voegt men er onmiddellijk het solidariteitsprincipe aan toe. De twee zijn aan elkaar verbonden. Men moet solidair zijn. Men moet het geheel van de structuur goedkeuren, binnen dewelke men het subsidiariteitsbeginsel toepast. Deze dagen wordt gesproken over de subsidiariteit, maar nooit over de structuur van het geheel waarbinnen ze moet worden toegepast, althans niet door degenen die dit woord nu zo graag in de mond nemen. In Duitsland, waar dit begrip omwille van hun staatsstructuur zeer goed gekend is, wordt deze solidariteit vertaald door

de uitdrukking „Bundestreue”, de trouw aan de federatie.

Zodoende heeft men zowel de globale structuur als de interne subsidiariteit. Wij moeten ons ervoor hoeden dat het subsidiariteitsprincipe de volgende jaren in zijn goede en niet in zijn uithollende betekenis zal worden gebruikt.

Bij ons heerst een grote teleurstelling over de al te intergouvernementele en gebrekkige invulling van de pijler Binnenlandse Zaken en Justitie. Meer dan door de economische samenwerking, meer dan door de politieke samenwerking is de Europese burger op dit moment gegrepen door de problemen van immigratie en van grensoverschrijdende criminaliteit. Voor de ontzaglijke complexiteit van de intergouvernementele samenwerking op dit vlak en voor de traagheid die daarmee gepaard gaat, worden in dit Verdrag onvoldoende remedies gevonden. Nochtans is dit essentieel. Het gaat hier om de keerzijde van de medaille van een vrij verkeer van personen : het vrije verkeer van terroristen, van criminelen en van de illegale immigranten. Meer dan ooit zijn een efficiënte communautaire organisatie en Europese aanpak van het probleem aangewezen. Meer dan ooit is hierop een democratische controle nodig. Op beide punten schiet het akkoord te kort.

Ook de sociale pijler is te vaag ingevuld. Het Europees eenwordingsproces ontsnapt helaas niet aan de honderden jaren oude economische wetmatigheid dat sociale bescherming en verzekering met vele passen achterna hinken op de economische vooruitgang in plaats van er gelijke tred mee te houden.

Het protocol over de sociale politiek is ver van perfect, maar biedt een aantal nieuwe perspectieven, zoals de mogelijkheid om Europese CAO's te sluiten. Het grote probleem van dit protocol is niet zozeer zijn inhoud dan wel zijn ondertekening door slechts elf lidstaten. De afwijzing van het sociale protocol

door Groot-Brittannië doet technische, economische en politieke vragen rijzen : de vraag naar de samenstelling van de Europese instellingen voor de toepassing van dit protocol, de vraag naar het risico op sociale dumping en de vraag naar de opportuniteit van een Europa met twee snelheden.

Bovendien zou dit een gevaarlijk precedent kunnen vormen. Zou dit Britse sociale feit door kandidaat-lidstaten niet aangegrepen worden als precedent waardoor naast het sociale protocol ook andere domeinen buiten het door hen aanvaarde „acquis communautaire” zouden komen te liggen. Dit is uiteraard onaanvaardbaar.

Tot slot is er de te grote aarzeling in het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid. Ook na Maastricht zal de Franse of een andere president naar Sarajevo kunnen vliegen zonder zijn partners op de top van een dag tevoren zelfs maar in te lichten. Ook na Maastricht zal een gemeenschappelijk Europees optreden tegenover tragedies als Joegoslavië een moeizame verzoening van verschillende sensibiliteiten blijven, maar ook een moeizame zoektocht door complexe besluitvormingsprocedures.

Mijnheer de voorzitter, collega's, dit waren onze belangrijkste kritische bemerkingen bij dit Verdrag. Iedereen in dit halfroond kan dit lijstje van negatieve kanten aan het Verdrag van Maastricht verder aanvullen. Het rapport van het Adviescomité voor Europese zaken van de Kamer staat niet voor niets vol van „betreurt”.

Ondanks dit alles zullen wij het Verdrag enthousiast goedkeuren. Het is immers een enorme stap in de richting van een federaal Europa en dat is veruit het belangrijkste. De grote problemen van deze tijd kunnen immers onmogelijk worden aangepakt, laat staan opgelost, zonder dit Europa. Denken wij maar even aan de problemen die een meer en meer gemundialiseerde economie met zich

Van Peel

brengt : de beschavingsproblemen van een technisch geïndustrialiseerde samenleving, de grensoverschrijdende ecologische problemen, de drughandel, de strijd tegen de internationale maffia, het uiteenspatten van het voormalig Oostblok en de bloedige etnische conflicten die ermee gepaard gaan, de explosie van de illegale wapenhandel en van de illegale immigratie, de groeiende criminaliteit, en dies meer. Stuk voor stuk zijn het punten die onmogelijk door een verouderde natie staat efficiënt kunnen worden aangepakt.

Gezien al deze problemen waarmee wij worden en zullen worden geconfronteerd moet het ons ook niet verbazen dat veel burgers bevreesd worden voor de toekomst. Sommigen — en niet zelden de zwaksten onder ons — vallen dus uit een angstreflex voor de onzekere toekomst terug op het verleden en zoeken hun verdediging in de wortels van hun etnische of nationale identiteit. Als alle zingevingsystemen ter discussie staan, wanneer levensbeschouwelijke en ideologische systemen in crisis verkeren, dan valt men immers graag terug op een zeer eng nationaliteitsbesef, want dan heeft men tenminste de zingeving of de identiteit die te reduceren valt tot „ik ben beter dan een ander omdat ik tot deze etnische groep behoor, hetgeen mij een zelfwaardegevoel geeft”.

Collega's, meer dan wat ook is het dit herboren nationalisme in Oost-, Centraal- en West-Europa dat de voltooiing van een Europese, economische, maar vooral politieke unie bedreigt. Er ontstaat een merkwaardige, quasi onbegrijpelijke coalitie tussen het staatsnationalistische gedachtegoed van nationale staten en het zogenaamde nationalistische gedachtegoed van degenen die opkomen voor de rechten van de volkeren. In Groot-Brittannië en Frankrijk huivert politiek rechts voor elke overdracht van soevereiniteit naar het Europese federale niveau. In eigen land — maar ik zal er niet meer aandacht aan besteden dan nodig is

— dwingt de „Eigen volk eerst,-gedachte het Vlaams Blok eveneens in een „anti-Maastricht”-positie. Maar ja, van bange blanke mannen kan men niets anders verwachten ! Wel vind ik het jammer dat onverdacht democratische partijen zoals de Volksunie en Agalev zich blijkbaar laten meeslepen door de „anti-Maastricht strijd”. Eerlijk gezegd, dat begrijp ik niet. Toch zal ik trachten hun redenering even te volgen : zij willen een democratischer, socialer, ecologisch Europa, een Europa waar de regio's beter aan hun trekken komen. Dat moet allemaal worden gerealiseerd. Welnu, collega's van de Volksunie en Agalev, wij volgen u volledig en u heeft kunnen merken dat zulks voor de meeste fracties het geval is. Wat ik echter helemaal niet begrijp is de merkwaardige conclusie die u heeft getrokken, met name dat het Verdrag van Maastricht niet mag worden geratificeerd. Daar scheiden onze wegen duidelijk. Volgens mij is uw redenering intellectueel oneerlijk. U gaat er immers van uit dat de verwerping van de ratificatie van het Verdrag de poort zou openen naar een democratischer, socialer en ecologisch Europa. Is men in uw partijen dan blind voor wat zich in de diverse Europese staten afspeelt ? Is men dan blind voor de huiver in de grote staten van Europa voor de economische en vooral politieke soevereiniteitsoverdracht ?

Is men dan blind voor het herboren nationalisme — waarover ik het daarstraks had — dat de burger een vals gevoel van identiteit geeft ? Ziet men dan niet hoe de tegenstelling tussen Noord en Zuid ook binnen de Gemeenschap dreigt te groeien ? De hamvraag is of men echt gelooft dat een hernegociatie van het Verdrag van Maastricht de Gemeenschap minder intergouvernementeel, democratischer en socialer zal maken. Welnu, ik meen dat geen zinnig mens deze stelling intellectueel kan onderschrijven. U weet bijzonder goed dat een hernegociatie ons tien jaar terug zal slaan, in plaats van ons tien jaar verder te helpen. Ik volg u

dus niet in uw redenering en vind ze te betreuren.

Mevrouw **Vogels**, voorzitter van de ECOLO-AGALEV-fractie : Mijnheer Van Peel, ik vrees dat uw redenering even rechtlijnig en simplistisch is als het simplisme dat u ons verwijt. U denkt immers dat u door de goedkeuring van het Verdrag onder meer het opkomende nationalisme en de onvrede bij de burgers zal tegenhouden. Dat is — ik zal daar straks op terugkomen — precies de cruciale vergissing van de traditionele politieke formaties in Europa. Men gaat niet ongestraft naar het grootschalige over de hoofden van de burgers heen en zonder rekening te houden met alle onvrede.

Het neen van de meerderheid van de Deense bevolking is uiteraard genant omdat men het niet kan afdoen met het verwijt dat zij nationalist, antidemocraten en tegen het leefmilieu zijn. Integendeel, zij zijn een democratische bevolking bij uitstek en zijn, net zoals wij, voor Europa, maar niet zoals dat in het Verdrag van Maastricht is vastgelegd.

De heer **Claes**, vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken : U zou ook over Ierland moeten spreken, maar u bent gelukkig met het Deense neen !

Mevrouw **Vogels** (ECOLO-AGALEV) : Ik wil wel over Ierland spreken. U zou zich zeker moeten verheugen over het Deense neen ! Het zou u er immers moeten toe aanzetten om het Verdrag positief te hernegocieren.

Minister **Claes** : U beweert dus dat intussen Oostenrijk en Zwitserland en vele andere landen zich vergissen !

De heer **Van Peel** (CVP) : Zij staan te trappelen om zich bij de Europese Gemeenschap aan te sluiten.

Trouwens, ik heb niet gezegd dat het Verdrag de oplossing voor alle hier aangehaalde kwalen aanreikt, wel dat het een belangrijke stap voor-

Van Peel

waarts betekent en dat het een gezamenlijke aanpak van die problemen mogelijk maakt. Ik ben er zeker van dat de niet-ratificering ervan ons veel verder van de kant zou brengen.

Wij worden wel geconfronteerd met een probleem dat beslissingen over de hoofden van de burgers heen worden genomen. Ik kom daar straks op terug. De CVP-fractie zou onmiddellijk de verwerping van het akkoord en de opening van nieuwe onderhandelingen eisen als er ook maar de minste kans zou bestaan dat wij stappen voorwaarts zouden kunnen zetten. Welnu, dat is niet het geval.

Indien het Verdrag niet wordt goedgekeurd, miskent men de dagelijkse economische realiteit van de Gemeenschap. Het is immers op economisch vlak niet enkel een toegangspoort tot de toekomst, maar ook de bezegeling van de huidige onderlinge afhankelijkheid van de economieën van de lidstaten. Het gepassioneerde debat in Frankrijk dienangaande, de bevestiging van de Britse gereserveerde houding, de groeiende aarzelingen in Duitsland, leggen een zware hypotheek op de grootste verworvenheid van dit Verdrag, namelijk de groei naar een politieke unie.

Veel belangrijker dan de doelstelling te komen tot een economische en monetaire unie is precies de historische optie voor een politieke unie. Wij zijn toch niet vergeten dat dit continent vele eeuwen lang het slagveld is geweest van oorlogen tussen de Europese groten, dat beide wereldoorlogen uitbraken als resultaat van ontspoorde nationalistische ideologieën en dat wij, voor het eerst in onze geschiedenis, bijna vijftig jaar een stabiele vredesperiode meemaken niet het minst dank zij de Europese constructie.

Ik hoor velen klagen dat het allemaal zo lang duurt en vragen waarom het niet sneller gaat. Dat zouden wij allemaal willen. Ik pleit hier echter voor enig historisch perspectief, niet als professor geschiedenis, maar

gewoon rekening houdend met de dagelijkse realiteit. Mijn grootvader, die gelukkig nog in leven is en in relatief goede gezondheid, werd geboren in 1900 en is dus 92 jaar op dit ogenblik. Hij was net te jong om nog te moeten dienen tijdens de eerste wereldoorlog.

Hij heeft niet alleen de ontzaglijke technologische evoluties gezien tijdens deze eeuw, maar ook de geweldige politieke evoluties; hij heeft het communistisch Rusland zien ontstaan en hij heeft het Oostblok zien uiteenvallen; hij heeft de eerste en tweede wereldoorlog bewust meegemaakt en dit tijdens een, weliswaar gelukkig, lang mensenleven.

Laten wij enig historisch perspectief aan de dag leggen en de geleidelijkheid betrachten van dit Europa, dat initieel vooral gebaseerd was op de feitelijke solidariteit wat de vitale economische belangen betreft. Maar de economie is voor de *founding fathers* van de EG nooit een doel op zich geweest, wel een middel tot verwezenlijking van een maatschappijbeeld, berustend op de menselijke persoon, op de vrijheden, maar ook op de noodzakelijke solidariteit.

Vandaar dat wij blijven pleiten om het werk van lange adem te voltooien. Ideaal zou zijn — en dit werd hier reeds gezegd — dat het Europees Parlement, zelfs vóór aan een verdere uitbreiding van de Unie kan worden gedacht, een grondwet van de Europese federatie zou opstellen, waarin veel duidelijker de finaliteit van de Unie zou worden vastgelegd. Ik heb zoëven gewezen op het politieke klimaat in de diverse lidstaten, dat hiervoor op dit ogenblik allesbehalve rijp is.

Inmiddels komt de wil tot een politieke unie best tot uiting door de creatie van een Europees burgerschap en het daarmee verbonden stemrecht in de Europese en gemeenteraadsverkiezingen.

Daar ik geen jurist ben en ook geen professor, heb ik straks aandachtig geluisterd naar de lange juridische

uiteenzetting van de heer Gol. Ik heb veel geleerd maar, als eenvoudig parlementslid, ben ik nagegaan hoe de heer Gol daar vroeger tegenover stond. Ik heb vastgesteld dat, bij de herziening van de Grondwet in 1987, de heer Gol, toen minister van Institutionele Hervormingen — ik geef toe dat de materie minder ingewikkeld was op het juridische vlak — net het tegengestelde verklaarde van wat hij nu zegt.

De regering vroeg toen de niet-herziening van artikel 4 van de Grondwet omdat geen stemrecht werd gegeven aan vreemdelingen van buiten de EG. Een lid vroeg wat er op EG-vlak zou gebeuren. Toenmalig minister Gol antwoordde dat het geen problemen met zich bracht — want het gaat over de niet-inherziening-verklaring van artikel 4 van de Grondwet — en dat zulks de toekenning van politieke rechten aan onderdanen van andere EG-landen niet in de weg stond. Zulks kon — aldus de minister — immers gebeuren op grond van bilaterale of multilaterale verdragen, die de reciprociteit invoeren.

Ik geef toe dat mijn redenering juridisch heel wat minder onderbouwd is, maar ik stel vast dat de heer Gol erin slaagt geweldige juridische redeneringen naar voren te brengen, afhankelijk van de politieke standpunten die hij op een bepaald ogenblik wenst te verdedigen. Hij moet dit dus allerminst de meerderheid en evenmin de regering verwijten.

Ik wil nog beklemtonen dat toen in het debat het correcte onderscheid werd gemaakt — en daaromtrent heerst op dit ogenblik soms verwarring — tussen het stemrecht dat men wenst te verlenen aan EG-onderdanen en niet-EG-onderdanen. Sommigen waren van oordeel dat het onrechtvaardig is dat wij evolueren naar een stemrecht voor EG-onderdanen — waar wij 100 procent voorstander van zijn — en dat dit niet meteen wordt toegekend aan niet-EG-onderdanen. Mijns inziens is dit een debat waard, maar men moet

Van Peel

desbetreffend de zaken niet door elkaar halen : in het ene geval spreken we van een nieuw politiek verband, van een nieuwe politieke Unie, van wederkerigheid in de toekenning van politieke rechten ; in het geval van niet-EG-onderdanen zitten wij duidelijk niet op die golflechte.

Op een ogenblik dat men concreet zal moeten zeggen hoe men dit stemrecht gestalte zal geven, blijft onze fractie de eis stellen van de taalkennis van de verkozenen en het voldoen van die verkozenen aan gemeentelijke fiscale verplichtingen. Dit lijkt ons een minimum.

Bovendien verheugen wij ons over de opname in dit Verdrag van de zogenaamde cultuurparagraaf, namelijk artikel 128. Dit artikel stapt af van de louter economische benadering van cultuur in het huidig beleid van de Gemeenschap, waardoor kleinere cultuurgemeenschappen dreigen overtroefd te worden door grotere, wat nu reeds manifest het geval is in de gedrukte en vooral in de audiovisuele media.

Waakzaamheid blijft geboden. Inderdaad, de tekst van artikel 128 is voor verschillende interpretaties vatbaar. Voor ons is het echter duidelijk dat de culturele autonomie van de regio's vaststaat en dat ook de eerbiediging van de taalkundige verscheidenheid een essentiële component is van de culturele autonomie.

Mijnheer de voorzitter, ik wil de Belgische regeringen, deze en voorgaande, danken voor de democratische gedrevenheid waarmee zij op de voorbereidende samenkomsten van de IGC's de stelling van het Belgische en ook van het Europese Parlement hebben verdedigd. Wij vragen uitdrukkelijk aan deze regering ook bij de volgende verdragswijzigingen rekening te houden met de verzuchtingen van de Europese burger en zijn vertegenwoordigers.

Samen met vele Vlamingen geloven wij in de Europese eenmaking als beste verweer tegen het protectionis-

me dat naar economische recessies voert, tegen de milieuverloedering die rampen kan veroorzaken en tegen de onverdraagzaamheid die tot oorlogen leidt.

Desondanks stellen wij vast dat het wantrouwen tegenover Europa bij de burgers groeit omwille van allerlei factoren waarvan ik er reeds een aantal heb opgesomd. De tijdgeest speelt dus een grote rol, maar ook de onvolkomenheden van dit Verdrag, onvolkomenheden die opnieuw onder de loupe zullen moeten worden genomen.

Gelukkig zorgt het Verdrag van Maastricht voor de eerste maal in Europa voor gepassioneerde debatten over dit Europa, en dat is positief. Het is een bewijs dat de Europese realiteit de mensen wel begint te raken.

Mijnheer de minister, één essentieel punt daarbij is dat die burger, ook de Belgische, duidelijk zou worden geïnformeerd waarover het eigenlijk gaat. In die zin kom ik ook tegemoet aan de opmerkingen die mevrouw Vogels en ook mevrouw Neyts hebben gemaakt. Het is niet omdat wij geen referendum organiseren — en ik ben tegenstander van referenda in het algemeen en dus ook voor Maastricht — dat wij niet moeten beseffen dat dezelfde vraagtekens, hetzelfde wantrouwen, misschien dezelfde achterdocht, dezelfde onwetendheid inzake Maastricht, bij vele mensen in dit land bestaat. Indien wij bij voorbeeld de gekende TV-techniek van straatinterviews zouden gebruiken en vragen : „Wat betekent Maastricht voor u ?”, zouden wij zeer veel onwetendheid ontmoeten.

Dit is wel een gevaarlijke situatie. Enerzijds erkennen wij allen in dit halfroond dat het hier gaat over een Verdrag dat onze economische, politieke en culturele realiteiten raakt ; anderzijds moeten wij vaststellen dat de burger van dit alles bijzonder weinig afweet. Voor de media is dus een belangrijke taak weggelegd. Dit is evenwel uw verantwoordelijkheid, mijnheer de minister.

Het zou belangrijk zijn over te gaan tot een grote informaticacampagne rond het Verdrag van Maastricht. Ik ga ermee akkoord dat wij niet de tekst van het Verdrag zelf moeten verspreiden. Dit zou inderdaad niet veel zin hebben. Ik meen evenwel dat wij een ge vulgariseerde tekst kunnen verspreiden zodat op een verstaanbare manier aan de mensen kan worden uitgelegd waarover het eigenlijk gaat. Er worden zoveel TV-spotjes uitgezonden met regeringsmededelingen allerhande. Wanneer er één goede regeringsmededeling, maar dan liefst op een didactisch verantwoorde manier, moet komen is het wel over het Verdrag van Maastricht.

Mijnheer de minister, ik kan niet genoeg beklemtonen dat wij moeten vermijden in het Parlement over iets te discussiëren dat wij belangrijk vinden terwijl de mensen niet weten waarover het gaat.

ORDRE DES TRAVAUX

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

Le président : Chers collègues, je vais maintenant donner la parole à Mme Lizin qui sera le dernier orateur de la matinée.

Un grand nombre d'orateurs sont inscrits dans la discussion générale et dans les discussions particulières.

Je vous propose de modifier l'ordre du jour de la Chambre pour demain matin. En effet, nous avons prévu de discuter mercredi 15 juillet 1992 de deux projets et d'une proposition de loi. Nous pourrions remettre leur discussion à jeudi matin, ce qui nous permettrait de continuer demain matin et demain après-midi la discussion du projet de loi qui nous occupe aujourd'hui, sans pour cela reporter à une heure trop tardive l'interpellation de M. Daems qui est, en fait, une prolongation de ce débat.

Nous discuterions de la suite des modifications en Conférence des présidents demain matin.

président

Si la Chambre est d'accord, nous ne devons pas terminer ce soir la discussion du projet de loi concernant l'approbation du Traité de Maastricht, mais nous pourrions le faire demain après-midi. Le ministre n'étant plus libre après 17 heures, les réponses devraient avoir lieu en début d'après-midi, afin de pouvoir entendre les répliques ensuite.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?

Vraagt iemand het woord ?

De heer Dewael heeft het woord.

De heer **Dewael** (PVV) : Mijnheer de voorzitter, ik ga akkoord met dit voorstel, maar wil er toch voor pleiten dat de interpellatie van de heer Daems over het convergentieplan — een zeer belangrijke materie — niet te ver wordt verschoven. De interpellatie was gepland morgen om 14 uur. Indien ze kan plaatsvinden rond 15 à 16 uur is dat geen drama, maar 18 of 19 uur lijkt mij te laat.

De **voorzitter** : Wij zullen trachten het debat vanavond zo laat mogelijk voort te zetten, zonder het tot in de nacht te doen uitlopen. Het vervolg van de agenda zullen wij morgenvoormiddag in de Conferentie van voorzitters bespreken. De interpellatie van de heer Daems en het eraan gekoppelde debat dienen in elk geval een goede plaats te krijgen. Misschien kunnen wij het in overweging nemen om de interpellatie in verband met het convergentieplan donderdagmorgen te houden, maar dan moeten de stemmingen naar vrijdag worden verschoven.

Ik herhaal, wij zullen dit bespreken in de Conferentie van voorzitters.

Het debat over het Verdrag van Maastricht trachten wij morgen, in het begin van de namiddag te beëindigen. (*Instemming*)

PROJET DE LOI

WETSONTWERP

Continuation

Hervatting

La parole est à Mme Lizin.

Mme **Lizin** (PS) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, Maastricht existe et existera. En l'approuvant comme nous allons le faire, comme l'ont fait l'Irlande et le Luxembourg, nous en donnerons la démonstration. En nous prononçant ainsi parmi les premiers dans l'ensemble des assemblées parlementaires de la Communauté, nous donnerons un signal politique positif et important dans la foulée des deux pays qui nous ont précédés. Ce signal politique de notre assemblée sera positif parce qu'il exprime une aspiration fédéraliste européenne profonde de ce pays. Nous réaffirmerons, je l'espère, une volonté qui est peut-être encore un de nos derniers points communs, à savoir cet attachement à une tradition belge d'idéal européen.

Il est politiquement important pour ce pays de garder un profil européen affirmé et d'adopter une position de pointe claire dans le processus de ratification car nous avons aussi un autre enjeu qui est celui du siège des institutions communautaires et, en particulier, du Parlement européen pour lequel nous souhaitons que l'on s'abstienne de toute tentation trop rapide de compromis.

Il est vrai que nous pouvons peut-être, tout comme M. Van Peel, regretter que le citoyen n'ait pas reçu plus d'explications en ce qui concerne le contenu particulièrement dense et diversifié de ce Traité. Monsieur le ministre, ma première suggestion serait que votre ministère entame rapidement, autour de ce contenu du Traité, une action — qui ne serait pas un référendum — visant à mieux informer les citoyens qu'ils ne le sont aujourd'hui.

Le signal politique que nous allons donner sera important parce qu'il retentira à un moment où beaucoup trop d'incertitudes politiques entourent ce Traité. Je pense en particu-

lier au "non,, danois, et non aux déclarations de "Dimanche matin,,. Il est vrai que les partisans d'une Europe telle que nous l'avons conçue et réussie depuis des années — du moins je le pense — doivent se mobiliser.

Je ne reviendrai pas en détail sur l'ampleur du Traité ni sur son importance. Nous posons aujourd'hui un acte juridique qui engage notre pays, tout comme nous l'avons fait à l'occasion du Traité de Rome et des traités qui l'ont accompagné, en particulier l'Acte unique.

Les socialistes sont favorables à la ratification du Traité. Il est cependant vrai que nous allons d'emblée, en disant cela, proposer une approche politique positive et non pas nous orienter vers ce que d'autres ont fait : le tout ou rien.

Maastricht ne nous donne pourtant pas satisfaction sur la totalité des éléments de la négociation et nous allons en détailler les points.

Mais le constat des insuffisances doit-il conduire à rejeter ce Traité pour le renégocier demain ou le plus rapidement possible ? Ceux qui raisonnent ainsi le font souvent pour des raisons de politique intérieure.

Et je pense en particulier à un groupe qui est pourtant proche de nous sur beaucoup de points, à savoir le groupe Ecolo-Agalev. Etant donné que l'on n'assurera aucune des conséquences de l'Union économique et monétaire en votant contre Maastricht, je crois qu'il est facile et dommage d'utiliser à des fins de politique intérieure les insuffisances d'un traité ou son caractère incomplet pour en demander immédiatement la renégociation.

Nous nous battons, en effet, pour que ce Traité soit approuvé dans sa rédaction actuelle. Il est vrai que la négociation n'a pas été facile et qu'elle a même été pénible à certains moments ; il est vrai aussi que les positions du gouvernement belge n'ont pas toujours été suivies d'effet. Je reviendrai d'ailleurs spécifiquement sur le volet fiscal.

Lizin

Mais choisir de mettre le phare sur les insuffisances pour justifier l'adoption d'une position négative, c'est — je crois — dans la situation actuelle de l'Europe, prendre un grand risque et peut-être finalement compromettre l'ensemble de ce qui fait aujourd'hui la force des Européens sur la scène internationale.

Dès lors, il faut aussi que nous comprenions que chacun de nous, à l'endroit où il se trouve, prend, en ratifiant ou en refusant le Traité, une responsabilité très importante vis-à-vis de l'avenir de l'Europe.

L'Europe qui ne serait pas celle de Maastricht, serait une Europe du bilatéralisme. Un tel bilatéralisme ne serait peut-être pas nécessairement dangereux dans un premier temps. C'est ce type d'Europe qui risque de se construire dans la partie orientale de notre continent. Si les dangers n'en apparaîtraient pas tout de suite, il nous suffira de regarder l'évolution dangereuse et même catastrophique de l'Europe orientale pour que nous mesurions ce que voudrait dire le retour à l'Europe des alliances bilatérales et aussi, par conséquent, le retour à l'Europe où le pays économiquement fort dominerait le choix de ces alliances. Ce serait définitivement une Europe déséquilibrée, celle dont personne d'entre nous ne veut et celle qu'au contraire nous avons, comme pays de taille plutôt petite, intérêt à ne pas laisser réapparaître.

C'est vrai qu'il y a eu beaucoup d'hésitations autour de Maastricht à partir du „non” danois et qu'il faut aujourd'hui miser clairement sur sa réussite. Il faut donc que nous comprenions aussi que c'est la ratification de Maastricht, et non pas le vote contre, qui va nous placer dans une position favorable pour la continuation des négociations qui sont d'ores et déjà prévues dans ce Traité. Il est vrai qu'il y aura d'autres conférences intergouvernementales : nous y sommes d'ailleurs favorables. Il est vrai aussi que ces conférences doivent avoir lieu après un „oui” clair

à Maastricht. En effet, ce „oui” comportera nécessairement aussi les orientations qui vont nous permettre de continuer une négociation sur de bonnes bases.

C'est donc un traité complexe, touffu, qui comporte d'abord un renforcement des compétences existantes et ensuite le développement de nouvelles compétences. Je pense en particulier à la culture, à l'enseignement, enfin clairement séparé du volet formation professionnelle, à la santé dont personne ne parle, à l'énergie. Ces domaines étaient déjà, parfois, partiellement touchés par des actions européennes mais ne faisaient pas encore à proprement parler partie des compétences européennes. C'est maintenant chose faite et il est important de le souligner.

Par contre, deux piliers ne nous satisfont pas dans leur forme actuelle tout en constituant, en soi, un progrès de par leur existence même dans un texte de traité européen, il s'agit de la PESC (Politique extérieure et de sécurité communes) et les affaires intérieures et judiciaires.

Examinons, point par point, nos positions vis-à-vis de ces différents aspects. Tout d'abord, notre groupe est particulièrement attaché à l'extension des compétences et à la dimension sociale inscrite dans la construction européenne.

Il est vrai que sur ce point, le Traité ne nous satisfait pas. Nous allons voir se construire une Europe sociale étonnante, par la coexistence d'une politique sociale à 12 et d'une politique à 11, sans les Britanniques.

Cette situation fait des ressortissants britanniques, des victimes de l'intransigeance de leur gouvernement lors des négociations. La discrimination qui leur est ainsi imposée va peser lourdement dans une société britannique déjà fort touchée socialement.

Cette situation est également préjudiciable aux 11 autres pays. Elle traduit certainement un manque de cohérence. Elle se traduira nécessairement par une instabilité juridique qui peut se révéler paralysante.

Cependant, puisqu'il y a un protocole social à 11, il est bon de lui donner un contenu rapidement. Dans sa forme actuelle, ce volet social n'a pas l'ampleur que nous lui aurions souhaitée. Nous l'approuverons néanmoins en espérant que cette position britannique pourra être corrigée le plus rapidement possible.

Le volet social contient un point important : celui relatif à la négociation avec les organisations représentatives du patronat et des syndicats européens. La négociation n'a pas été facile. L'intégration, en termes de droit européen, ne sera pas simple non plus. En effet, les conditions qui ont été posées seront difficiles à respecter. Néanmoins, dans un certain nombre de cas de figure positifs, il y aura moyen d'établir une sorte de droit social privé que nous connaissons dans la formule belge.

Je voudrais en revenir à ce qui, pour les socialistes, constitue la carence principale du Traité, à savoir la question de l'harmonisation fiscale, en particulier en ce qui concerne les sociétés.

Dans le domaine fiscal, y compris en matière de TVA, le handicap fondamental est, depuis le début, la règle de l'unanimité. Nous l'avons vécu dans l'Acte unique, nous le vivons encore aujourd'hui. Les compromis d'application du marché intérieur en ce qui concerne la TVA ont été loin de répondre aux espoirs que l'on plaçait en eux. Par conséquent, ils se sont révélés peu efficaces.

L'absence de référence à une harmonisation fiscale sur les sociétés permet, concrètement, la pratique du dumping fiscal. Pour un pays comme la Belgique, c'est extrêmement dommageable. En effet, ce ne sont pas seulement les sociétés ayant une grande assise et un capital important qui sont concernées en Belgique. Ce sont aussi les entreprises de taille moyenne et petite qui, très rapidement, ont intérêt à chercher une meilleure situation fiscale dans des implantations proches, mais hors de nos frontières. Par conséquent, elles

Lizin

ne contribuent pas à l'effort fiscal national.

C'est pour cela que la Belgique, plus que d'autres pays, a intérêt à ce que cette dimension fiscale soit reconnue dans le Traité et à ce que cette harmonisation se fasse dans de bonnes conditions dans le cadre d'un processus communautaire.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui. S'il fallait que nous définissions ce qui, lors d'une prochaine conférence intergouvernementale, doit faire l'objet d'une nouvelle position dynamique du gouvernement belge, il s'agirait du volet fiscal. Nous n'avons eu aucun support. Nous avons été isolés à l'époque de la négociation.

Je crois que le cheminement de chaque Etat ira dans le sens d'une prise de conscience de l'intérêt de l'harmonisation de la fiscalité des sociétés.

Aucun chapitre important pour nous : le fonds de cohésion Nord-Sud qui est, peut-être, un des points les plus importants de ce Traité de Maastricht.

Lors du dernier sommet de Lisbonne déjà, il est revenu comme élément important de la suite des négociations que vous êtes en train de mener mais c'est l'intégration de ce fonds de cohésion qui a été une des conditions de base de l'adhésion au traité de trois pays du Sud de l'Europe car elle constituait pour eux une clé essentielle de leur prise de position favorable à l'égard du Traité.

Il est évident que ce fonds coûte, qu'il occupe une place très importante dans le paquet Delors mais même si, en ce qui nous concerne, un certain nombre de réserves peuvent être formulées quant au paquet général, il est fondamental de respecter les engagements pris au moment de la signature du Traité de Maastricht, qui portait aussi, bien évidemment, sur ce volet important qu'est le fonds de cohésion. Il s'agissait presque d'une condition morale que nous avons acceptée vis-à-vis de

l'Espagne et j'estime qu'il faut toujours, en ces matières, tenir compte des promesses que l'on a signées.

Il est vrai qu'à nos yeux — je parle ici en tant que représentante de la Région wallonne également — il est parfois difficile d'imaginer que la Belgique, dans sa totalité, soit considérée comme un pays contributeur proportionnellement important car certaines régions de Wallonie — même si la mienne n'est pas nécessairement concernée — se trouvent dans des situations bien plus précaires que certaines des régions développées des pays du Sud ou, en tout cas, des régions en voie de développement accéléré que ce soit en Espagne ou en Italie.

Par conséquent, dans notre conception de ce fonds de cohésion, il est aussi important que la position du gouvernement belge établisse clairement cette différenciation. Nous allons devoir réaménager une nouvelle fois les fonds structurels et, à cette occasion, il faudra que notre gouvernement tienne compte de ces situations spécifiques.

Il est sans doute vrai que M. Delors avait accéléré son calendrier de dépôt du paquet pour des raisons qui ne tenaient pas seulement à la politique européenne à l'époque. Il serait néanmoins dommage que l'ensemble de ce financement important ne puisse être mené à bien et compromette peut-être les promesses faites à Maastricht. Nous plaignons donc pour le respect de cette volonté des pays du Sud d'obtenir un rééquilibrage dans le cadre que je vous ai décrit.

Abordons à présent les questions institutionnelles du Traité. D'emblée, nous considérons qu'il y a eu un progrès à l'égard des pouvoirs du Parlement européen, qu'il s'agit d'un cheminement vers davantage de compétences en matière de codécision et que l'essentiel, désormais, consistera pour lui à régler, de façon pratique, l'exercice même de ses compétences de codécision. J'estime que cette responsabilité incombe au

Parlement européen et qu'il saura la prendre. Le volet institutionnel ne pouvait être dissocié du volet relatif à la citoyenneté. Ce dernier a peut-être été un des volets les plus analysés, les plus critiqués parfois pour beaucoup de raisons chères aux Belges alors que peu de raisons étaient invoquées du côté européen.

Il est évident que la création d'une citoyenneté européenne était déjà une volonté des rédacteurs du Traité de Rome, que le Parlement européen a tenté, pendant des années, de concrétiser. Ceux d'entre vous qui sont attentifs à cette matière se rappelleront certainement le débat sur les cartes d'identité européennes ainsi que sur le concept que peut représenter cette citoyenneté et sa définition dans les actes concrets que posent les Etats à l'égard de leurs citoyens.

Le présent traité comprend cependant un article que l'on peut considérer comme une réussite et qui concrétise enfin ce concept de citoyenneté et, dès lors, consacre la liberté de circulation et de séjour des Européens sur l'ensemble du territoire de l'Europe, de même que la protection diplomatique et consulaire dans tout Etat de la Communauté, là où leur propre Etat n'est pas représenté. L'idée que l'Etat ne s'occupe pas seulement de ses nationaux mais qu'il a aussi en charge les nationaux des onze autres pays progresse. Ce sont des acquis importants, de même que le droit de pétition.

Il est vrai qu'à côté de cela, chez nous, il y a cet article important qu'est l'article 8 et son paragraphe particulier B auquel ont tant fait référence un certain nombre d'orateurs précédents.

Que ce soit clair, nous sommes favorables au vote des citoyens européens, bien sûr aux élections du Parlement européen — ce qui devrait être fait depuis longtemps — mais aussi aux élections communales, pour des raisons profondes qui font que — tout municipaliste le sait — lorsqu'un citoyen a un droit de

Lizin

vote, il est un citoyen dont chacun s'occupe dans une ville. Par conséquent, pour l'avenir et pour l'intégration des populations européennes, il s'agit là d'un élément clef pour un progrès en la matière.

Ensuite, lorsque l'on n'est plus raciste à l'égard d'un Grec ou d'un Italien, il devient très difficile d'être raciste à l'égard d'un Turc ou d'une personne de n'importe quelle autre nationalité. C'est le bon réflexe que crée cet article 8. Par conséquent, il est un des éléments fondamentaux du droit et de l'avenir de l'Europe.

Certes, en Wallonie comme en Flandre, il y aura des perturbations liées à ce fameux article 8B. Il y aura des communes où certaines communautés, par leur existence et leur nombre, vont peut-être modifier les majorités communales. Il faut en tenir compte, mais c'est l'objectif même de cet article.

Dans la façon dont nous allons analyser ce Traité — nous le voterons, je vous l'ai déjà dit — nous souhaiterions, monsieur le ministre — je reprends les termes exacts de la délibération de votre gouvernement — qu'immédiatement après, la législation belge prenne ses dispositions pour que nos élections communales de 1994, déjà, ne soient pas entachées de la moindre insécurité juridique.

Vous me répondrez par l'affirmative, mais aussi que vous attendez le dépôt de l'instrument européen qui pourrait être une directive.

Cette directive existe. Elle a un long passé d'échecs, de négociation en groupes de travail, dans des commissions ou en COREPER. Aujourd'hui c'est une directive que presque tout le monde avait décidé d'oublier, tellement elle était difficile à prendre, pour la remplacer par un article de principe, qui est précisément l'actuel article 8 du Traité. Les négociations autour de l'article 8 ont rendu impossible le fait de ne pas adopter aussi un instrument définissant les modalités d'application.

Mais ce droit va-t-il de toute façon s'appliquer, indépendamment des modalités ? Oui, à partir du 1er janvier 1995. Avant cela, le doute sera permis, le doute global et le doute spécifiquement belge, auquel le Conseil d'Etat — il faut l'admettre — a donné un certain nombre d'arguments.

Nous ne demandons pas mieux que de faire confiance au gouvernement lorsqu'il nous dit, dans sa délibération du 22 mai : „Il confirme que la ratification du traité implique en soi l'adhésion au principe du droit de vote et d'éligibilité des citoyens de l'Union européenne”. Quelle est donc la relation entre le principe et l'application de ce principe ?

En tout état de cause, il serait bon que le gouvernement puisse prendre à bref délai les dispositions nécessaires pour que toute insécurité juridique soit levée. Nous souhaitons pouvoir réussir, dès les élections de 1994, cette intégration européenne rendue possible grâce à l'article 8 et à ce droit de vote.

Je voudrais aborder rapidement un autre aspect de cette Communauté européenne et de ses compétences qui nous paraît essentiel et que, jusqu'ici, peu ont abordé — nous y reviendrons sûrement lors du débat spécifique — à savoir l'Union économique et monétaire.

Par l'Union économique et monétaire — traité qui était peut-être plus facile à adopter que ne le fut celui de l'Union politique — nous touchons en réalité au coeur même du progrès fondamental que nous allons faire faire à l'Europe.

Depuis 1975, par petites touches tantôt bien, tantôt mal réussies, cette harmonisation monétaire a progressé malgré une série de réticences politiques. Elle a même progressé en Grande-Bretagne où Mme Thatcher, l'année où elle a abandonné son mandat — en fait deux mois avant — sous la forte pression des milieux financiers britanniques, avait dû accepter un premier pas vers l'intégration dans le système monétaire européen.

Il est clair que nous ne pouvons pas nous passer de l'ensemble du volet législatif que représente l'autre partie du Traité. D'ailleurs, le coeur de la réussite de cette Union européenne se trouve dans l'Union économique et monétaire. Pour nous, cela veut dire que l'Europe aura enfin l'expression monétaire de sa force commerciale car, lorsqu'une force commerciale n'est que l'expression statistique d'une addition d'éléments commerciaux forts, même les plus forts du monde, elle n'est rien si elle ne dispose pas de l'instrument pour exprimer cette force. Par ce Traité et par la monnaie unique, nous avons acquis cette orientation, qui nous agrée.

Qu'on ne vienne pas dire, et c'est aussi ce que je reproche particulièrement à nos amis des groupes Ecolo et Agalev, qu'on n'est pas favorable à Maastricht parce qu'on ne veut pas s'engager sur la phase 3 de l'Union économique et monétaire et sur les orientations parfois difficiles d'un nécessaire plan de convergence et d'économies.

Fondamentalement, il ne faut pas qu'il y ait confusion entre le médecin, qui constate la maladie, et celui qui est malade. Ce n'est pas parce que la Belgique, le malade, a besoin d'établir un plan de convergence tel que l'Europe lui demande, parce que son endettement est tel qu'elle est obligée de le faire, qu'on a le droit de reprocher à l'Europe d'avoir été un bon médecin.

Nous sommes favorables à ce volet et aux efforts qui doivent être faits. Bien sûr, la discussion au sein du gouvernement et du Parlement devra porter sur la nature des scénarios internes et des mesures concrètes que cela suppose. Par contre, accuser l'Europe d'avoir été un médecin qui a repéré à temps la maladie ne veut en aucun cas dire que le médecin est responsable de cet état maladif endémique qui est le nôtre.

Les deux autres volets de ce Traité nous satisfont moins. Le fait qu'ils se trouvent déjà dans le Traité est un

Lizin

bon signe. Ils concernent les affaires intérieures et judiciaires, et la PESC.

Dans les deux cas, la position du gouvernement lors des négociations n'a pas été suivie d'effet. Nous n'avons pas réussi à en faire des politiques communautaires. Dans un certain nombre de cas, notamment en ce qui concerne la circulation et le contrôle des personnes et les visas, nous avons la perspective de pouvoir créer suffisamment de passerelles entre les volets intergouvernementaux et les volets communautaires afin que, progressivement, ces matières deviennent communautaires.

L'Europe d'aujourd'hui, et particulièrement de ces trois dernières années, a vu croître de façon importante les flux migratoires, parfois contrôlés, basés sur la notion de réfugié politique, mais souvent, et sans doute de plus en plus, clandestins. Cette Europe-là a besoin des techniques de contrôle non pas à ses frontières intérieures mais extérieures. Tous ensemble, nous devons définir ces techniques. L'Europe ne pourra développer de politique d'immigration correcte que si ces mesures sont conçues uniformément en ce qui concerne le contrôle des entrées et des mouvements internes.

Tous ces éléments auraient dû justifier un support beaucoup plus important aux positions allemande et belge. Nous n'avons reçu qu'un très faible support en la matière. Chaque Etat a voulu garder sa marge de manœuvre. Cette matière dépend donc encore de la règle de l'unanimité et est essentiellement restée intergouvernementale. Il faudra y revenir, inévitablement, lors de la future négociation.

En ce qui concerne la PESC, c'est le même principe. Je n'entrerai pas dans les détails. Nous aurions voulu qu'elle soit communautaire. Nous aurions voulu beaucoup d'actions communes en matière de politique étrangère. Nous n'avons pas réussi. Nous n'aurons donc pas de politique communautaire à cet égard. A l'heure actuelle, cette politique reste intergouvernementale et dépend toujours de la règle de l'unanimité. Toutefois, cette politique est aujourd'hui inscrite dans un traité et est consacrée comme telle. Elle dépasse de loin la coopération politique. Il y a une constatation à faire, peut-être décourageante à cause de l'ampleur des problèmes à traiter, mais encourageante pour ceux qui s'intéressent au progrès de l'harmonisation des positions européennes, c'est qu'avant même la ratification de Maastricht, donc avant la ratification du Protocole sur l'Union de l'Europe occidentale, les récents événements de politique étrangère se sont déroulés de manière si rapide qu'ils ont amené les Européens à appliquer, en quelque sorte, Maastricht avant la lettre et à développer d'ores et déjà les compétences en matière de politique étrangère européenne, leur volonté d'actions communes et aussi leur conception du rôle de l'Union de l'Europe occidentale comme branche militaire des actions entreprises. Nous ne pouvons qu'encourager le développement de ces compétences en matière de politique étrangère et de sécurité communes, en ce compris une application la plus large possible du Protocole de l'UEO.

En conclusion, ce sera pour nous un moment important quand notre Parlement choisira de ratifier Maastricht. En effet, nous avons l'habitu-

de des enceintes des Douze, mais si l'on observe l'autre Europe, au sein des assemblées parlementaires ou gouvernementales de la CSCE — le ministre a eu l'occasion de le faire, tout comme M. De Decker et moi-même — on se rend compte qu'aujourd'hui, plus de 70 % des représentants ministériels ou parlementaires de cette autre Europe vivent des situations, si pas de guerres, en tout cas de conflits civils armés qui posent un énorme problème de sécurité. C'est cette image-là que nous souhaitons éviter en profondeur pour l'avenir de l'Europe et des jeunes qui en font partie aujourd'hui. Pour éviter d'être atteints par cette gangrène rapide du bilatéralisme et du nationalisme exacerbé, nous devons consolider cette action entamée aujourd'hui depuis plus de 40 ans et l'inscrire dans un texte fondamental qui mérite de dépasser les quelques insuffisances que je vous ai citées pour n'en retenir que l'essentiel. Ce Traité de Maastricht nous évitera le retour à l'Europe du bilatéralisme, à l'Europe des alliances de l'entre-deux-guerres. C'est ce choix-là que nous faisons aujourd'hui pour notre avenir.

Le président : La séance est levée.
De vergadering is gesloten.

— *De vergadering wordt gesloten om 12.45 uur. Volgende plenaire vergadering om 14.00 uur.*

— *La séance est levée à 12.45 heures. Prochaine séance plénière à 14.00 heures.*

ANNEXE

SEANCE PLENIERE MARDI 14 JUILLET 1992

Détail des votes nominatifs

Vote nominatif n° 1

Naamstemming nr. 1

Ont répondu oui :
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Candries, Caudron, Deswaene, Gol, Hazette, Matagne, Neyts-Uyttebroeck, Pierco, Pivin, Saulmont, Severin, Spinnewyn, Taelman, Van den Eynde, Van Grembergen, Van Hauthem, Van houtte.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anselme, Baldewijns, Beaufays, Bossuyt, Bourgeois, Bourgeois, Breyne, Brouns, Busquin, Cauwenberghs, Charlier Philippe, Claes, Coëme, Colla, Collart, De Bremaeker, De Clerck, De Galan, Dehaene, Dehousse, De Keersmaeker, Delizée, Demeester-De Meyer, De Mol, Derycke, Desmet, de T'Serclaes, Dhoore, Dufour, Eerdekens, Féaux, Gehlen, Ghesquière, Gilles, Grafé, Grimberghs, Harmegnies Yvon, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Langendries, Léonard, Leysen, Lizin, Logist, Marsoul, Mayeur, Merckx-Van Goey, Moors, Moureaux, Namotte, Nelis-Van Liedekerke, Olivier, Onkelinx, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Poty, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Sleenckx, Smet, Swennen, Tant, Taylor, Thissen, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandembroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Van Eetvelt, Van Hecke, Vankeirsbilck, Van Looy, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Walry, Wathélet, Weckx, Willockx.

Se sont abstenus :
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Dewael, Nothomb, Van Vaerenbergh.

Vote nominatif n° 2

BIJLAGE

PLENAIRE VERGADERING DINSDAG 14 JULI 1992

Detail van de naamstemmingen

Naamstemming nr. 2

Ont répondu oui :
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Aelvoet, Annemans, Brisart, Buisseret, Dallons, Defeyt, Dewinter, Dillen, Dua, Gol, Hazette, Matagne, Michel, Morael, Pivin, Saulmont, Severin, Simonet, Simons, Spinnewyn, Van den Eynde, Van Dienderen, Van Hauthem, Van Nieuwenhuysen, Viseur, Vogels.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anselme, Baldewijns, Beaufays, Berben, Bossuyt, Bourgeois, Bourgeois, Breyne, Brouns, Busquin, Candries, Canon, Caudron, Cauwenberghs, Charlier Philippe, Claes, Coëme, Colla, Collart, De Bremaeker, De Clerck, De Galan, Dehaene, Dehousse, De Keersmaeker, Delizée, De Mol, Derycke, Desmet, Deswaene, de T'Serclaes, Dhoore, Dielens, Dufour, Eerdekens, Féaux, Flamant, Gehlen, Ghesquière, Gilles, Goutry, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Yvon, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Kempinaire, Langendries, Léonard, Leysen, Lisabeth, Lizin, Logist, Marsoul, Mayeur, Merckx-Van Goey, Moors, Moureaux, Namotte, Nelis-Van Liedekerke, Neyts-Uyttebroeck, Nothomb, Olivier, Onkelinx, Peeters Jan, Peeters Leo, Pierco, Pinxten, Poncelet, Poty, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Sleenckx, Smet, Spaak, Swennen, Taelman, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Vandembroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Van Eetvelt, Van Grembergen, Van Hecke, Van houtte, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Van Vaerenbergh, Vanvelthoven, Walry, Weckx, Willockx.

S'est abstenu :
Heeft zich onthouden :

Le membre-Het lid : Dewael.

